

PANTHÉON-ASSAS
UNIVERSITÉ
PARIS

Economie politique

Licence en droit 1ère année

Sébastien LOTZ

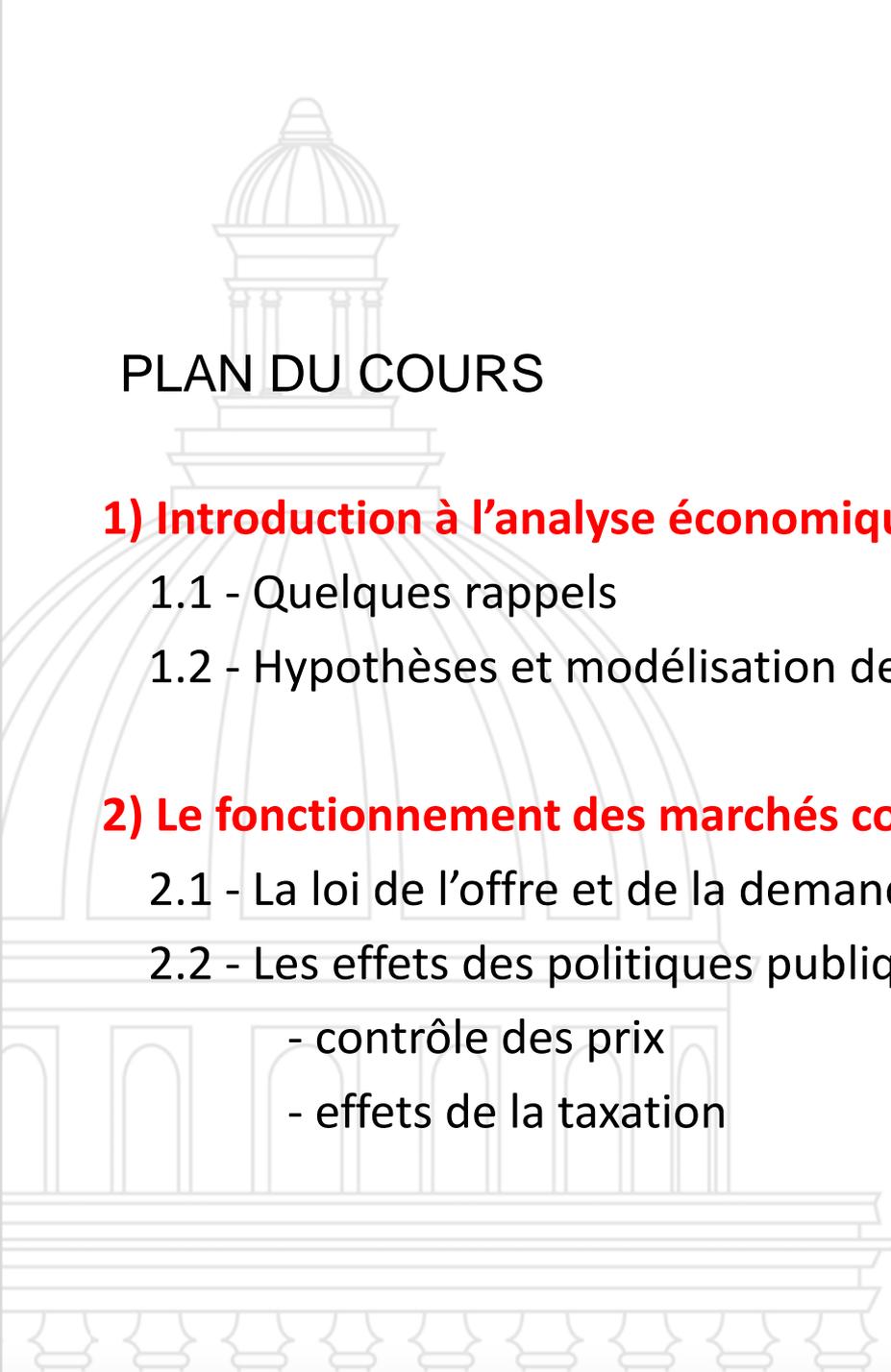
Professeur de sciences économiques

Thèmes abordés :

Economie fermée

- Fonctionnement d'une économie de marché
- Intervention publique
- Marché des droits de polluer
- Marchés financiers et de la monnaie

Distinction entre approche microéconomique et macroéconomique



PLAN DU COURS

1) Introduction à l'analyse économique

1.1 - Quelques rappels

1.2 - Hypothèses et modélisation de l'économie

2) Le fonctionnement des marchés concurrentiels

2.1 - La loi de l'offre et de la demande

2.2 - Les effets des politiques publiques :

- contrôle des prix

- effets de la taxation



3) L'analyse économique du secteur public

3.1 - Les externalités

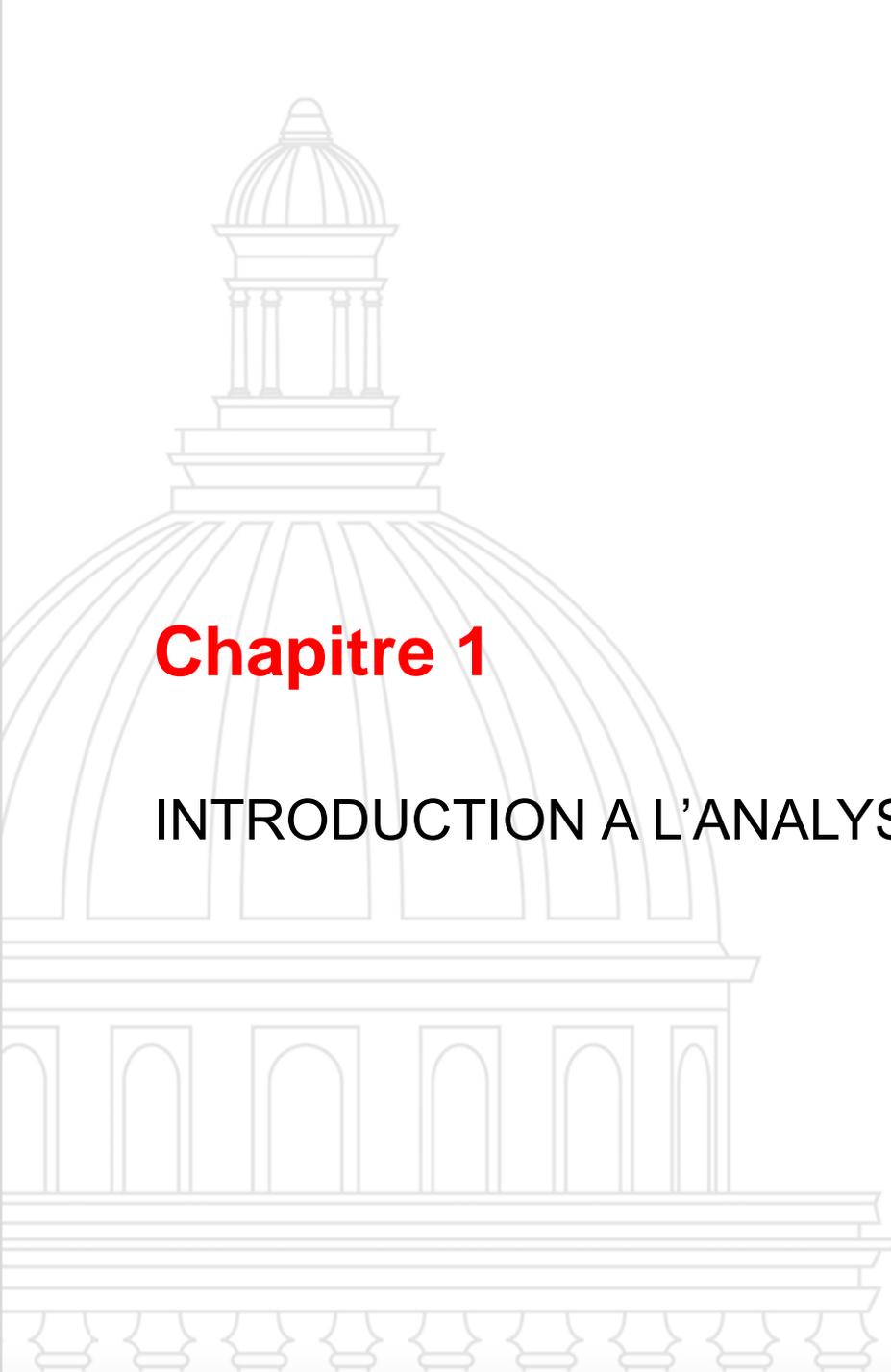
3.2 - Les biens publics

4) Monnaie et marchés financiers

4.1 - Définition de la monnaie

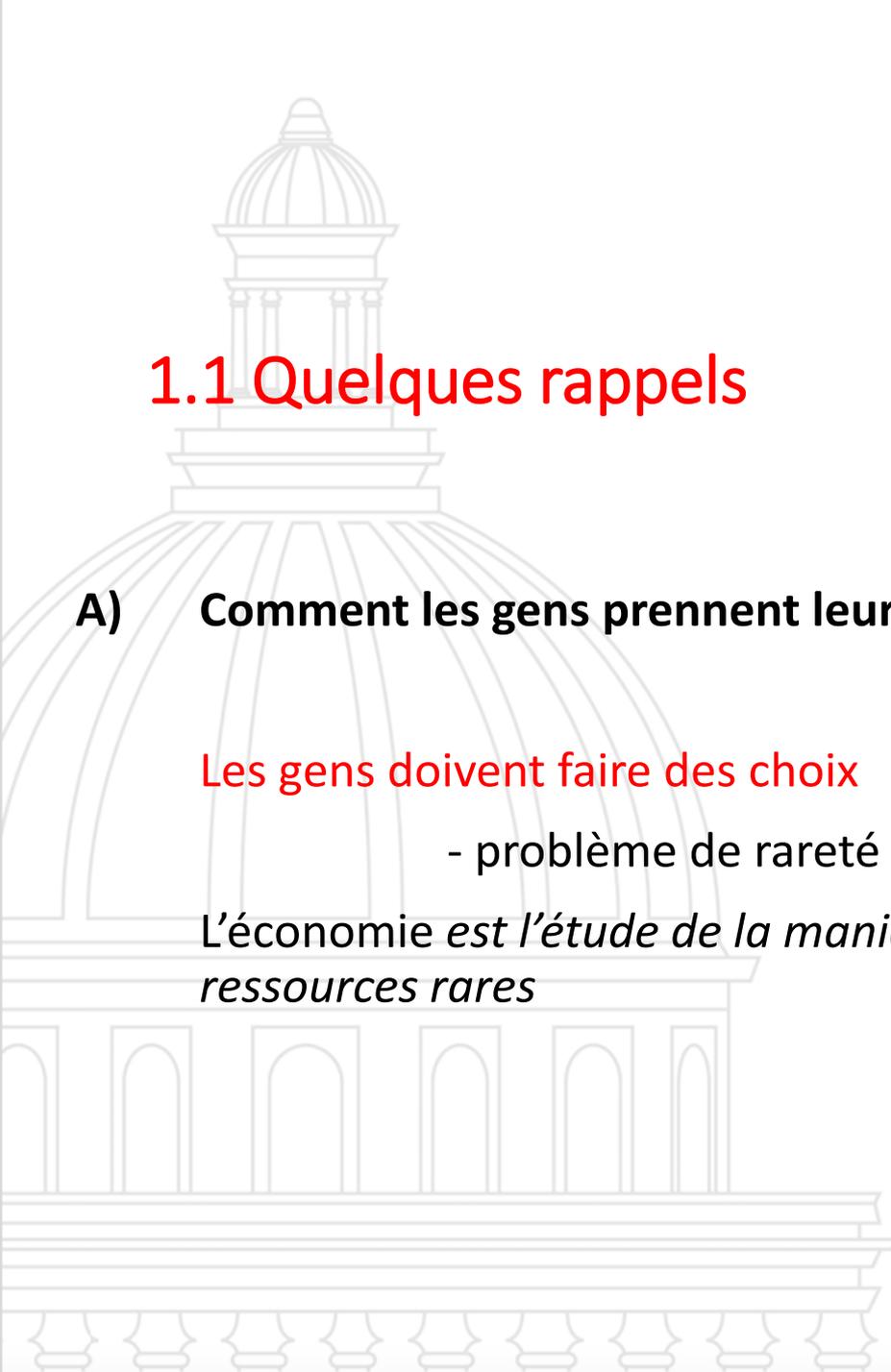
4.2 - Les actifs financiers

4.3 - La Banque Centrale Européenne et la politique monétaire



Chapitre 1

INTRODUCTION A L'ANALYSE ECONOMIQUE



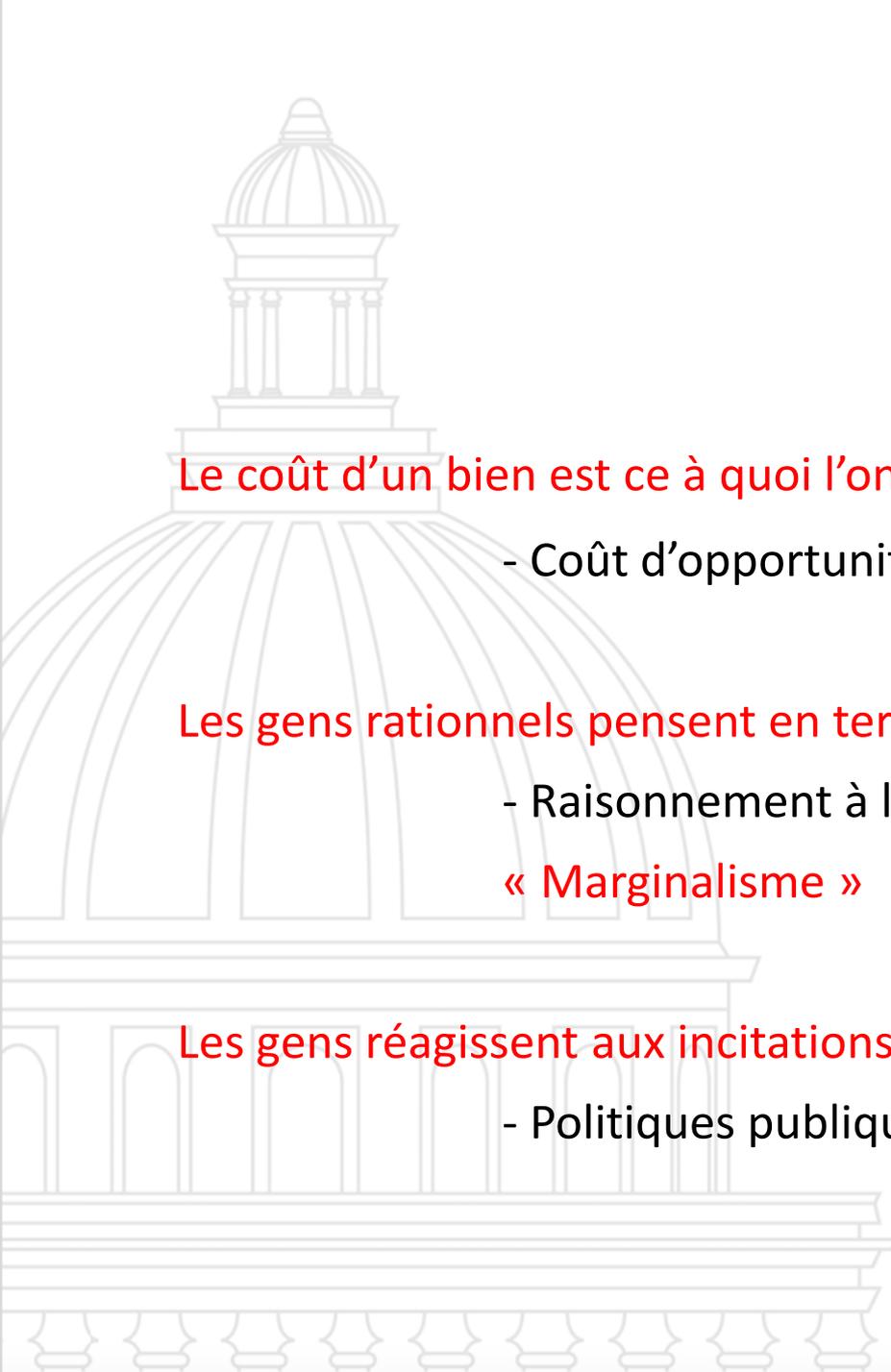
1.1 Quelques rappels

A) Comment les gens prennent leurs décisions ?

Les gens doivent faire des choix

- problème de rareté

L'économie est l'étude de la manière dont la société gère ses ressources rares



Le coût d'un bien est ce à quoi l'on est prêt à renoncer pour l'obtenir

- Coût d'opportunité

Les gens rationnels pensent en termes marginaux

- Raisonnement à la marge

« Marginalisme »

Les gens réagissent aux incitations

- Politiques publiques

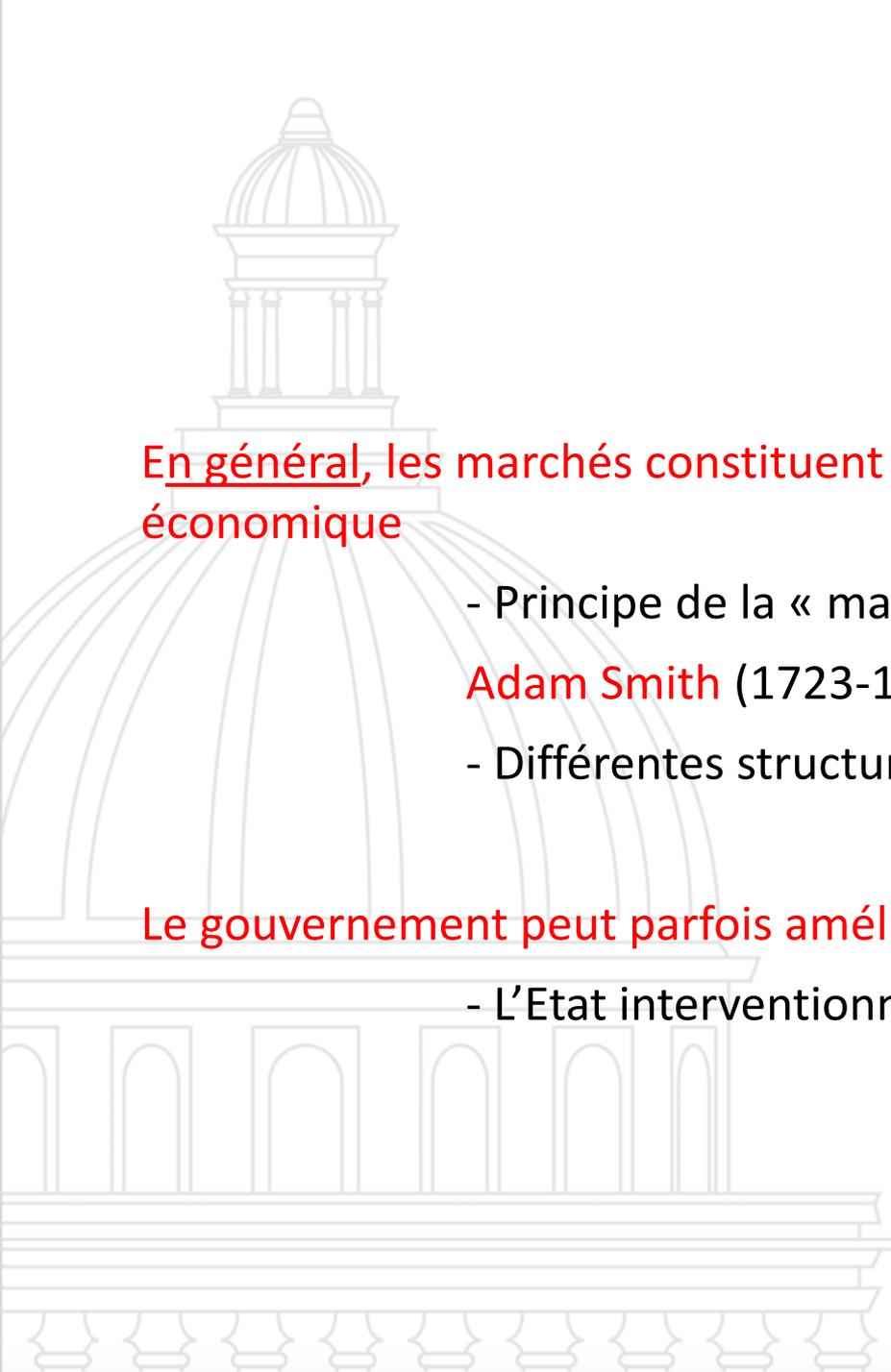


B) Comment les gens interagissent ?

L'échange enrichit globalement les personnes et les nations qui y participent

- Avantages liés à l'échange et au commerce international

David Ricardo (1772-1813)



En général, les marchés constituent une façon efficace d'organiser l'activité économique

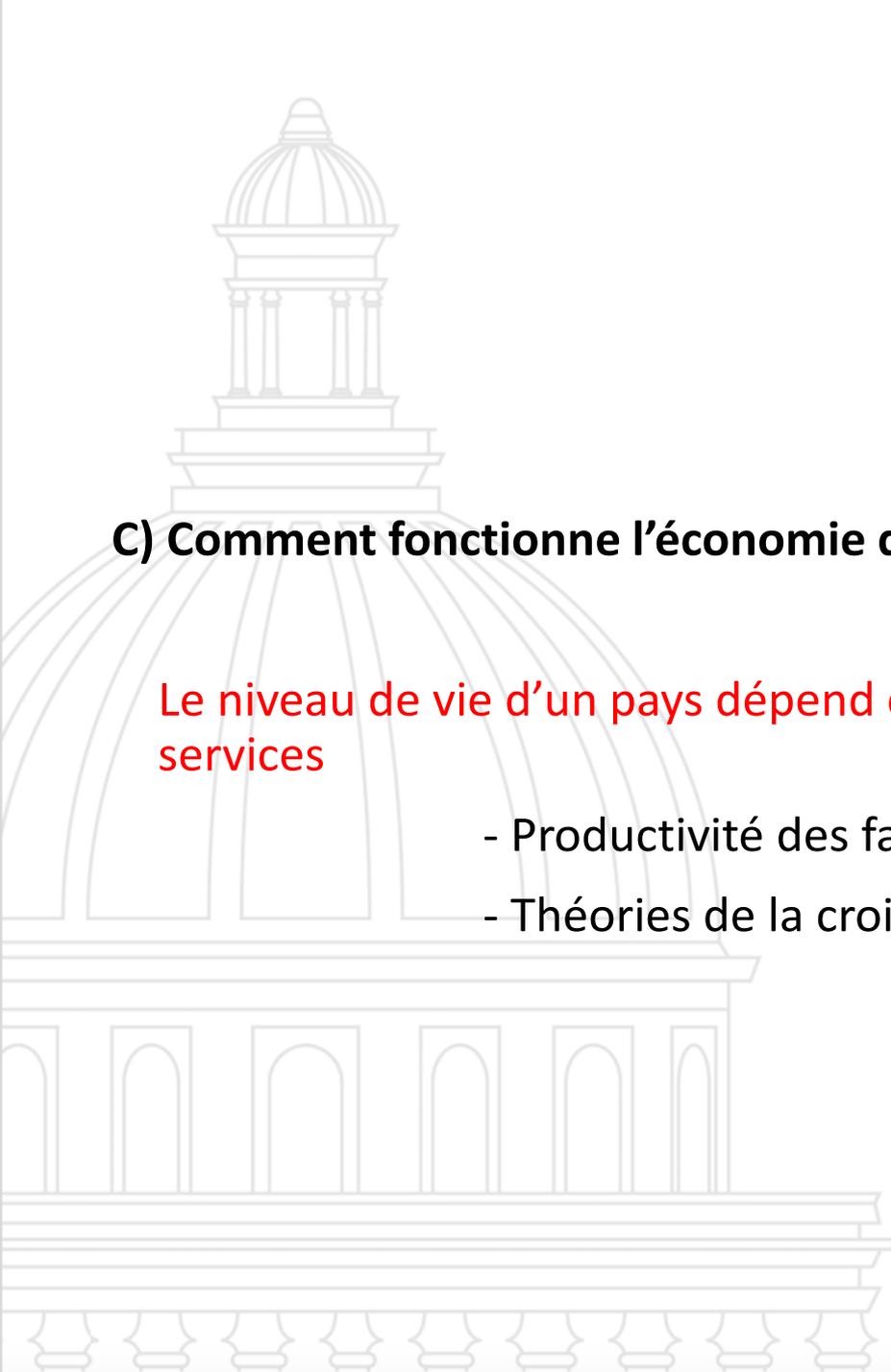
- Principe de la « main invisible »

Adam Smith (1723-1790)

- Différentes structures de marché

Le gouvernement peut parfois améliorer les résultats du marché

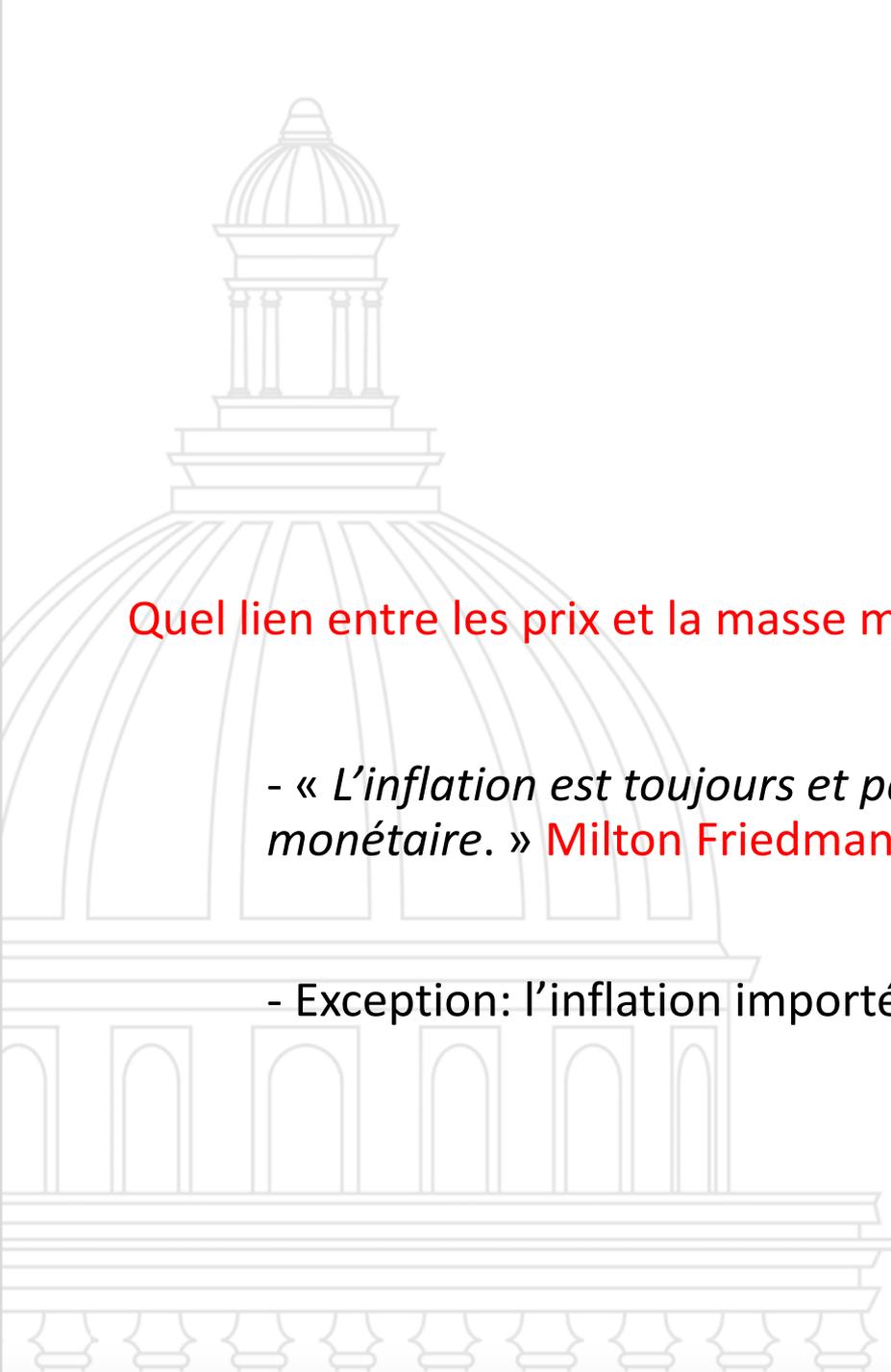
- L'Etat interventionniste



C) Comment fonctionne l'économie dans son ensemble ?

Le niveau de vie d'un pays dépend de sa capacité à produire des biens et services

- Productivité des facteurs
- Théories de la croissance



Quel lien entre les prix et la masse monétaire?

- « *L'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire.* » **Milton Friedman** (Prix Nobel d'économie, 1976)

- Exception: l'inflation importée

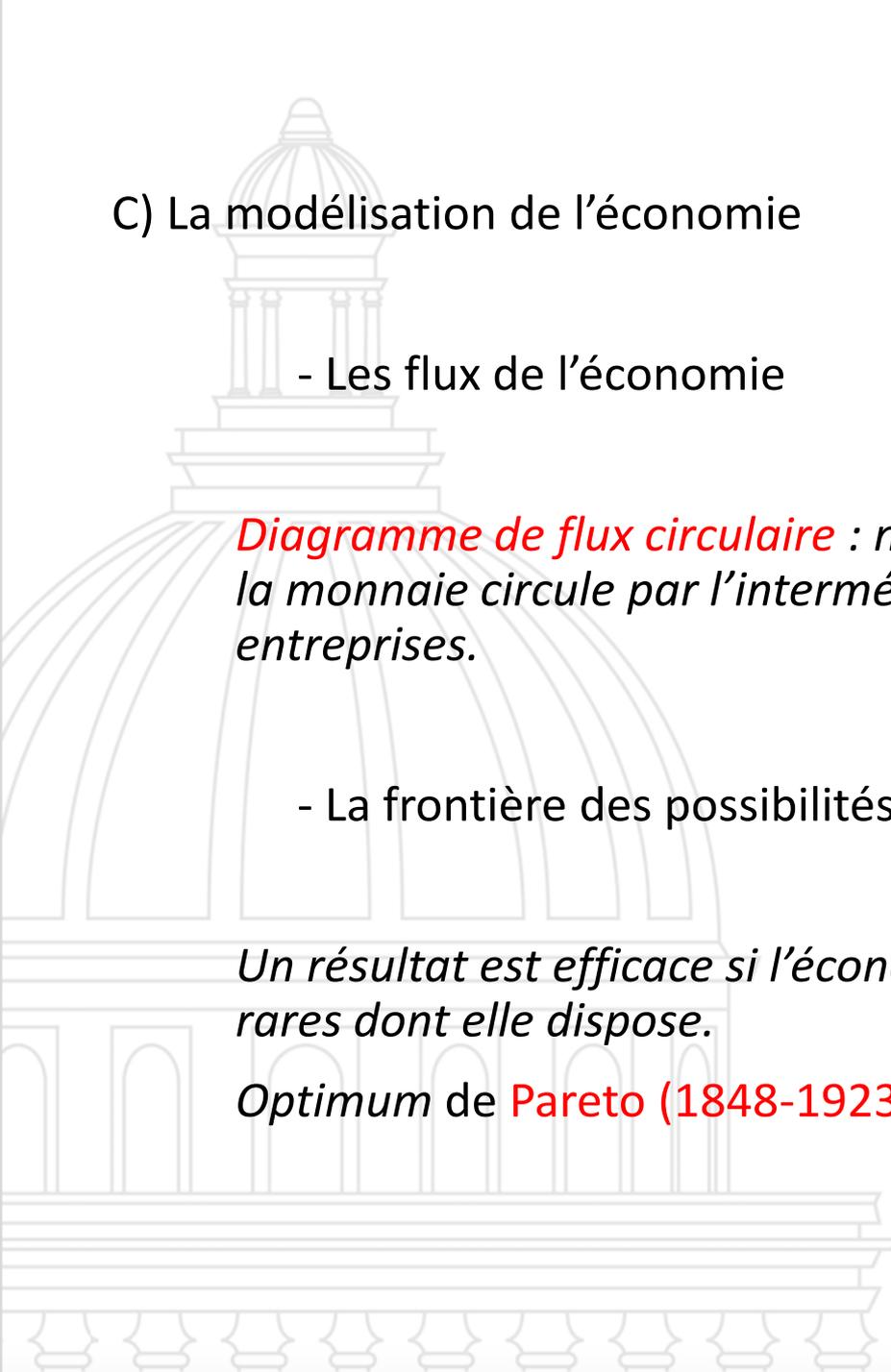
1.2 Hypothèses et modélisation de l'économie

A) La démarche scientifique

- Absence d'expérimentations *en général*
- Choix difficiles pour les responsables politiques
- Episodes historiques

B) L'importance des hypothèses

- Court et moyen terme
- Long terme



C) La modélisation de l'économie

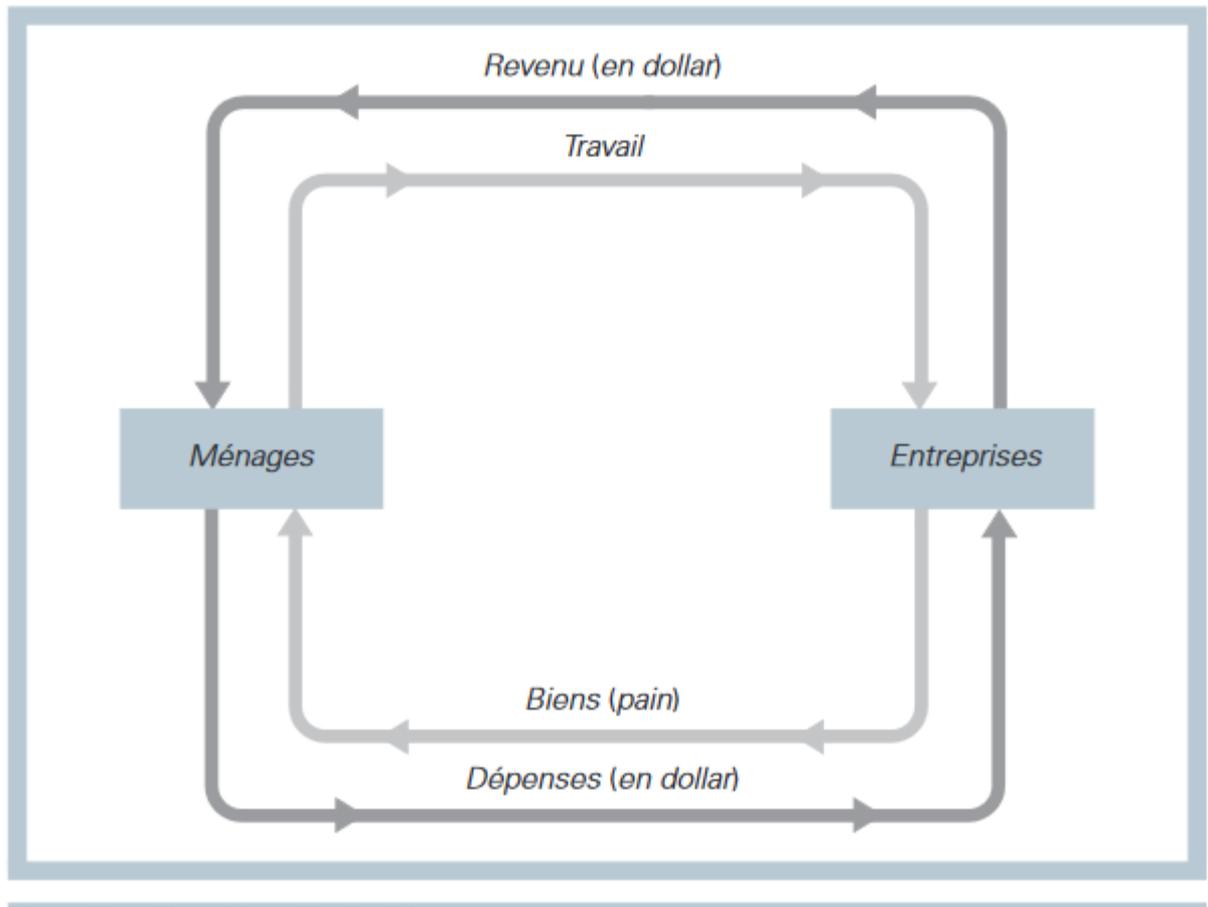
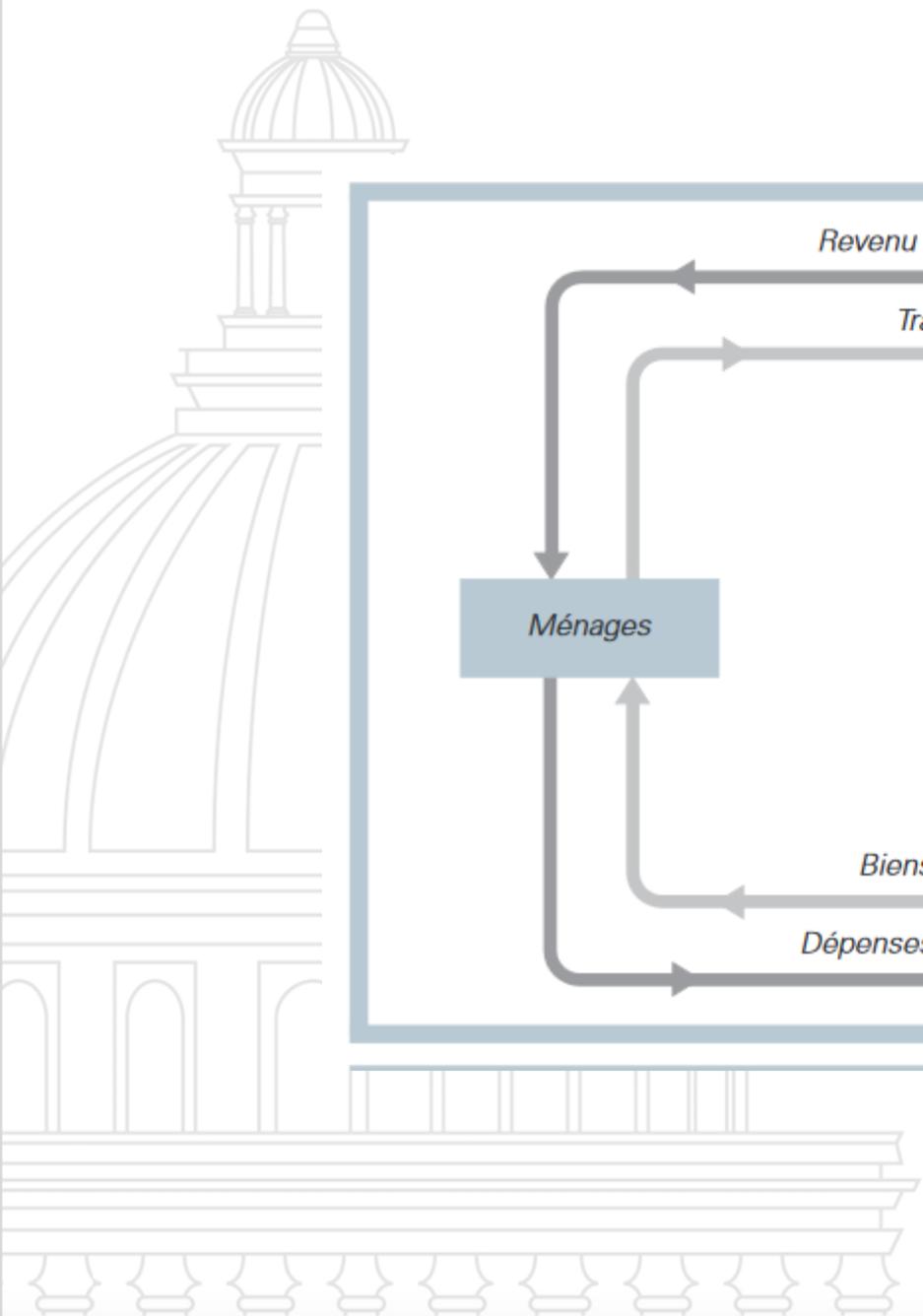
- Les flux de l'économie

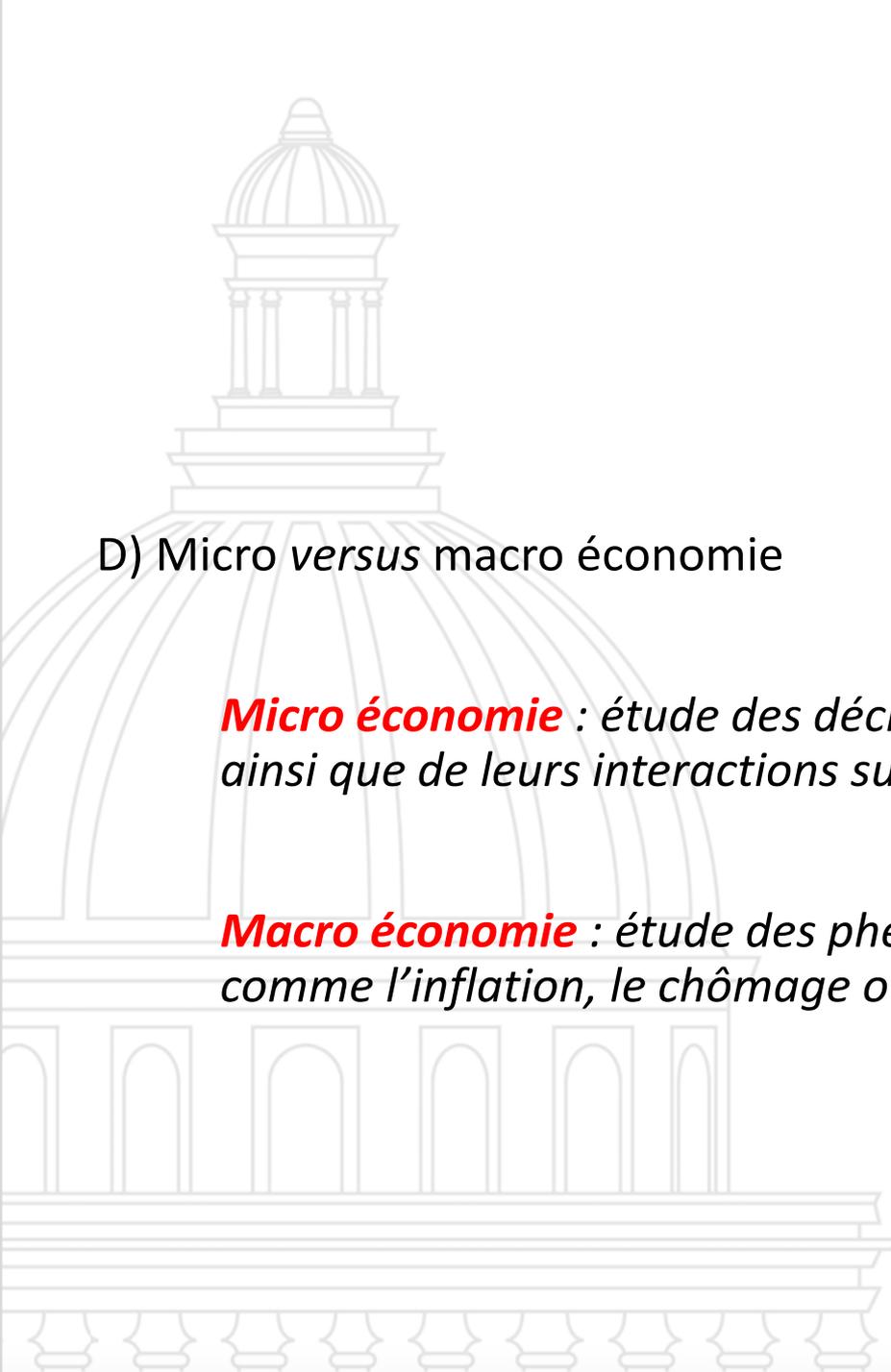
Diagramme de flux circulaire : modèle de l'économie montrant comment la monnaie circule par l'intermédiaire des marchés, entre ménages et entreprises.

- La frontière des possibilités de production

Un résultat est efficace si l'économie tire le maximum des ressources rares dont elle dispose.

Optimum de Pareto (1848-1923)

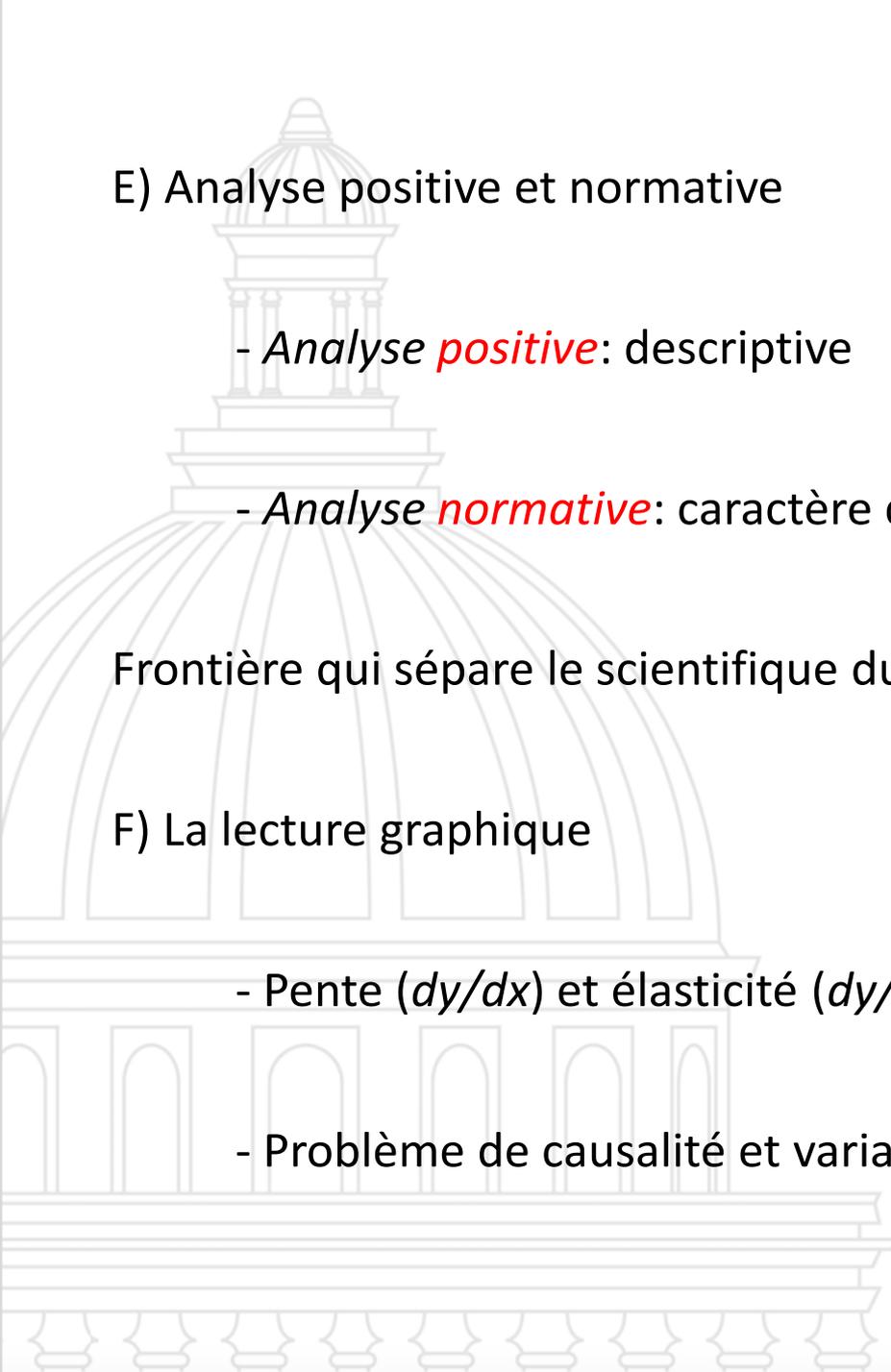




D) *Micro versus macro économie*

Micro économie : étude des décisions des entreprises et des ménages ainsi que de leurs interactions sur les marchés.

Macro économie : étude des phénomènes économiques d'ensemble, comme l'inflation, le chômage ou la croissance économique.



E) Analyse positive et normative

- Analyse *positive*: descriptive

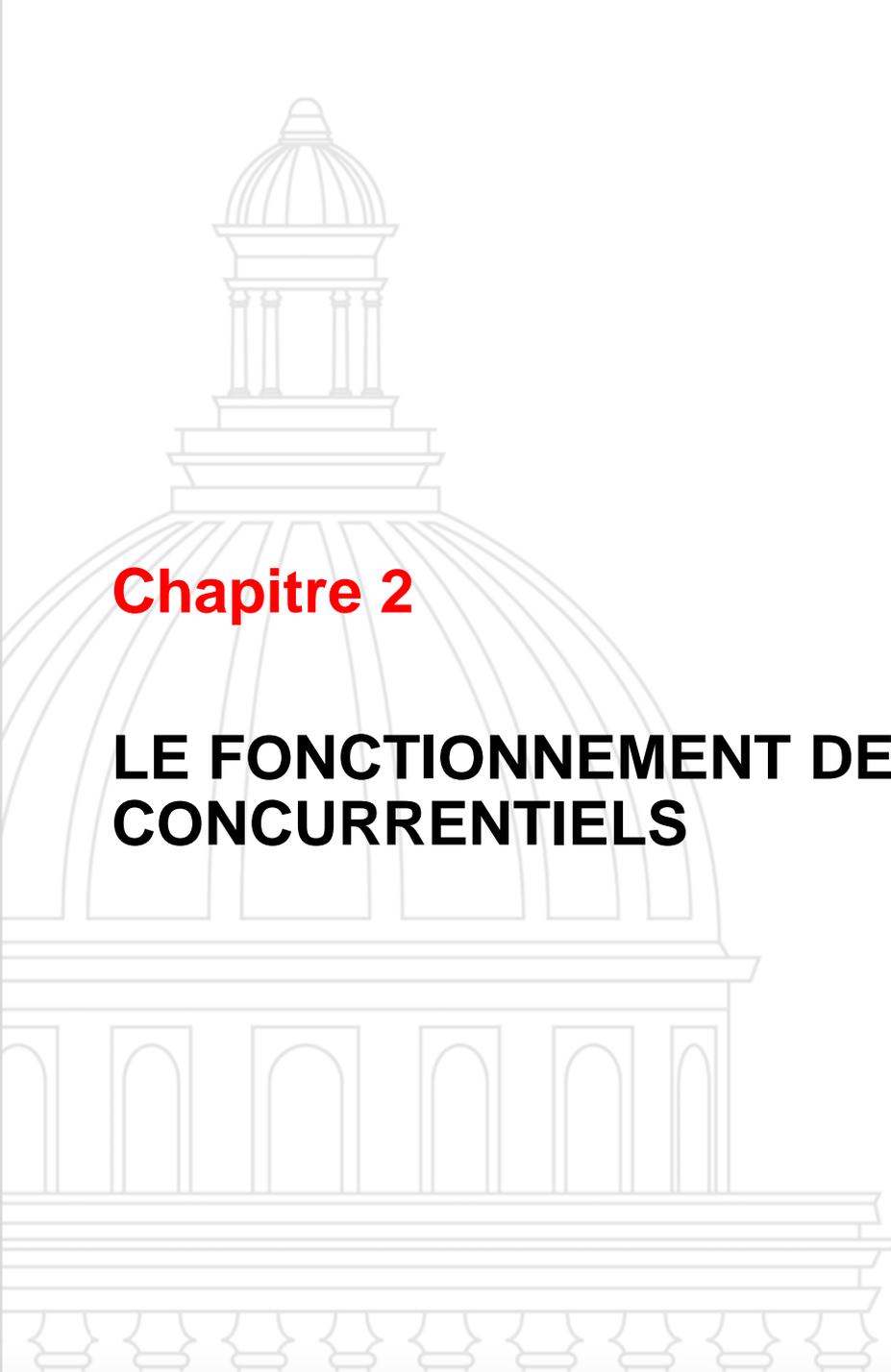
- Analyse *normative*: caractère de prescription

Frontière qui sépare le scientifique du politique

F) La lecture graphique

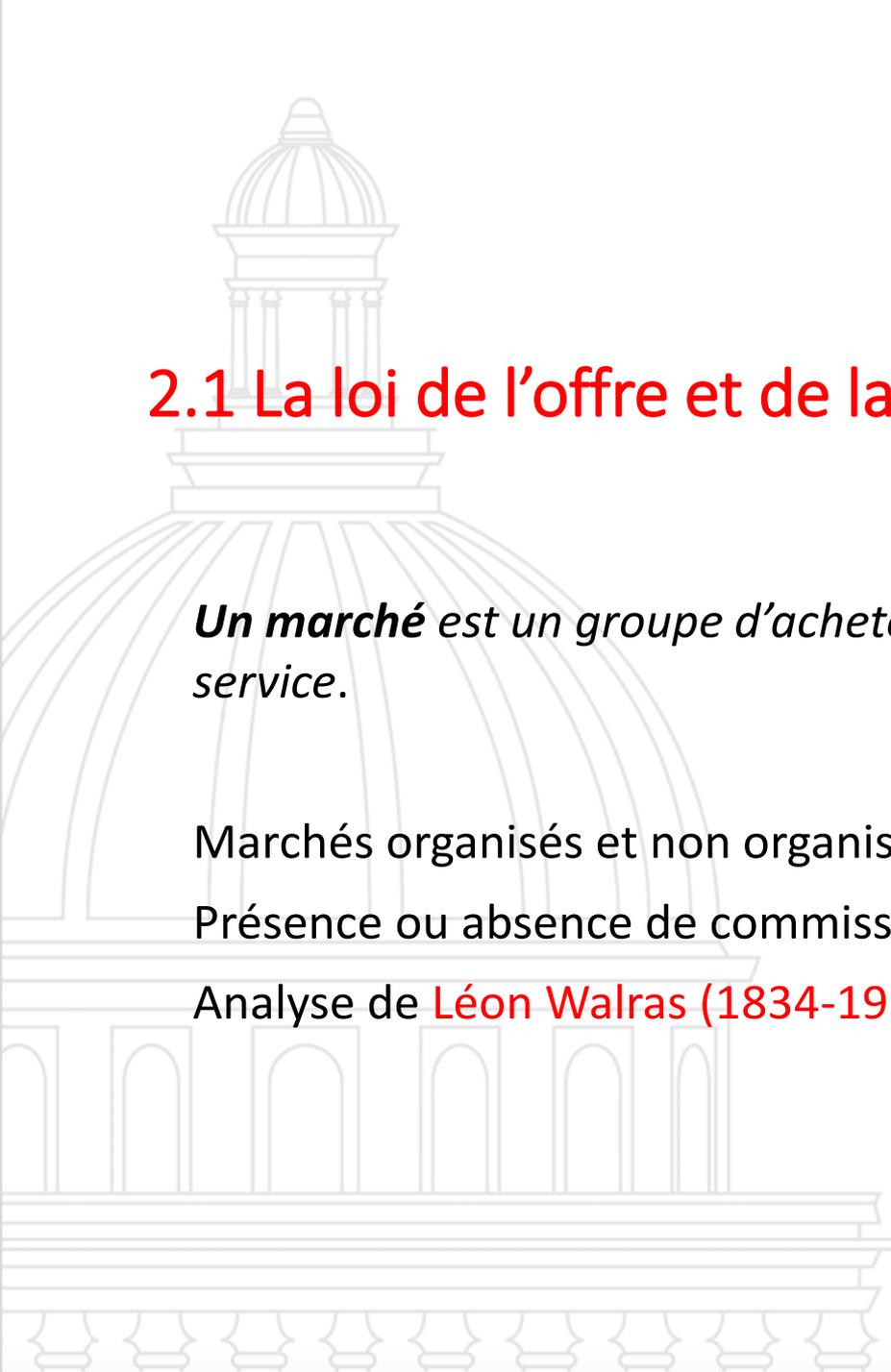
- Pente (dy/dx) et élasticité $(dy/y)/(dx/x)$

- Problème de causalité et variables omises



Chapitre 2

LE FONCTIONNEMENT DES MARCHES CONCURRENTIELS



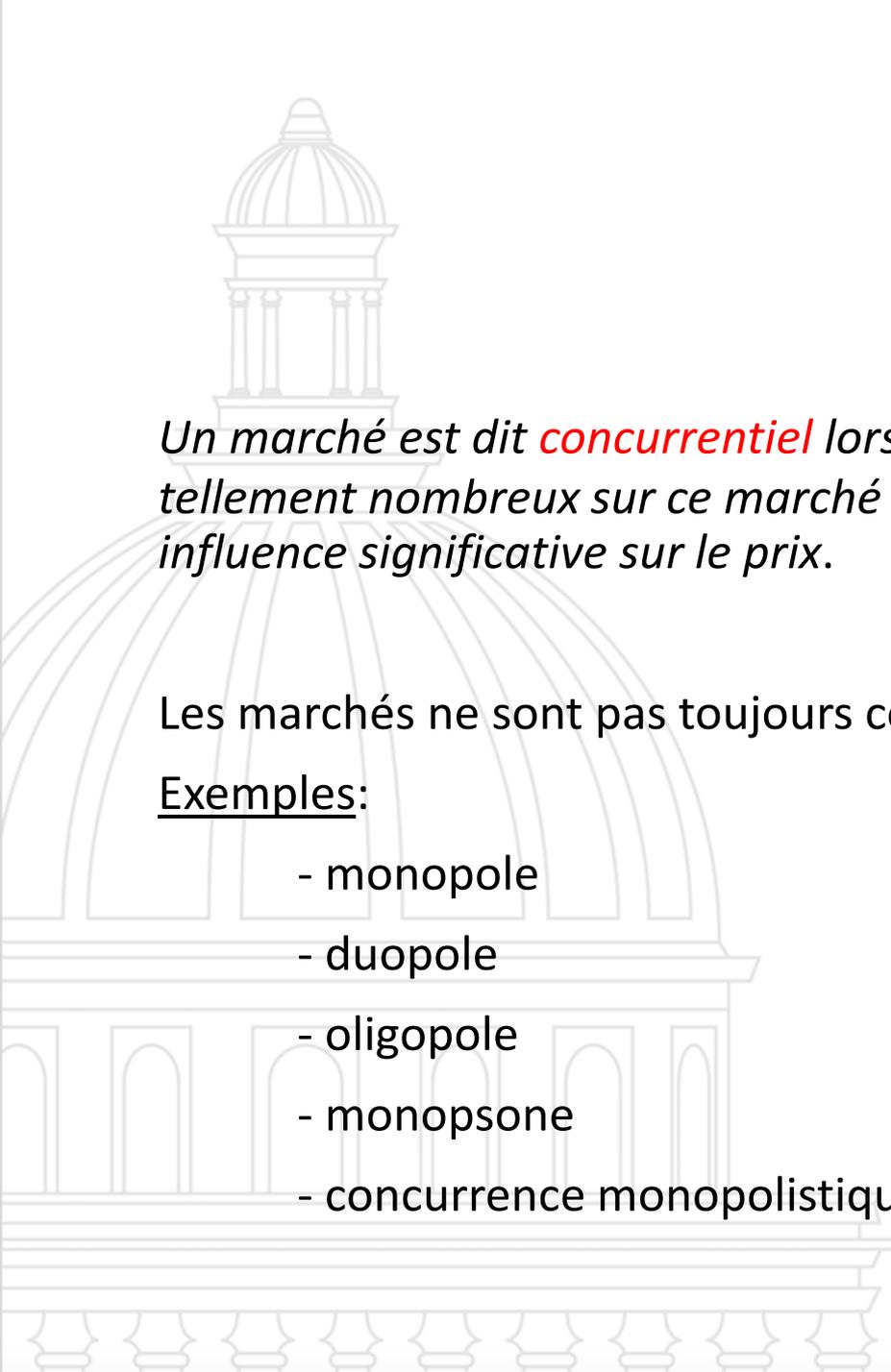
2.1 La loi de l'offre et de la demande

Un marché est un groupe d'acheteurs et de vendeurs d'un bien ou d'un service.

Marchés organisés et non organisés

Présence ou absence de commissaire priseur

Analyse de **Léon Walras (1834-1910)** ou **walrasienne**

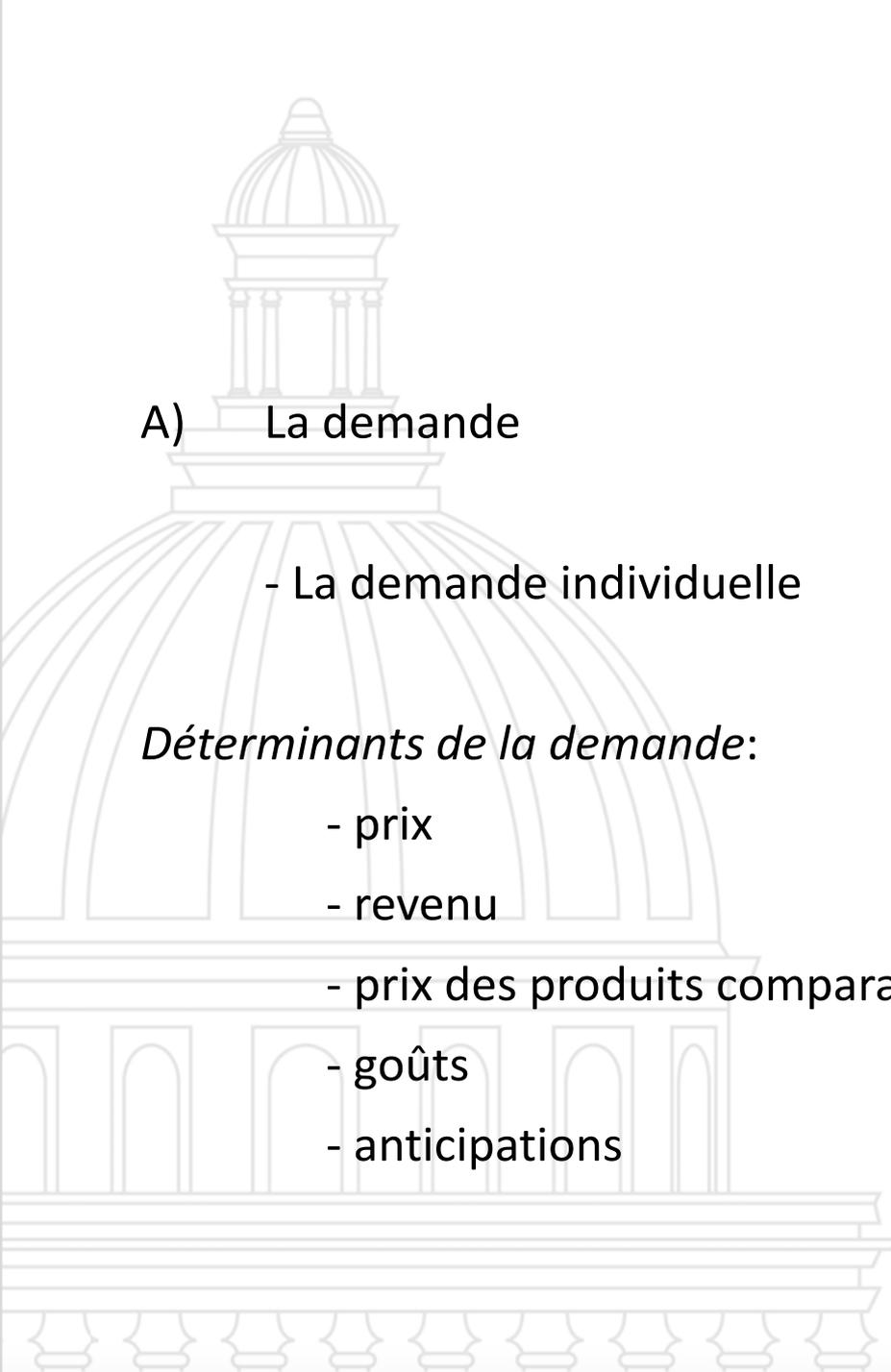


*Un marché est dit **concurrentiel** lorsque les acheteurs et les vendeurs sont tellement nombreux sur ce marché qu'aucun d'entre eux ne peut exercer une influence significative sur le prix.*

Les marchés ne sont pas toujours concurrentiels

Exemples:

- monopole
- duopole
- oligopole
- monopsonie
- concurrence monopolistique

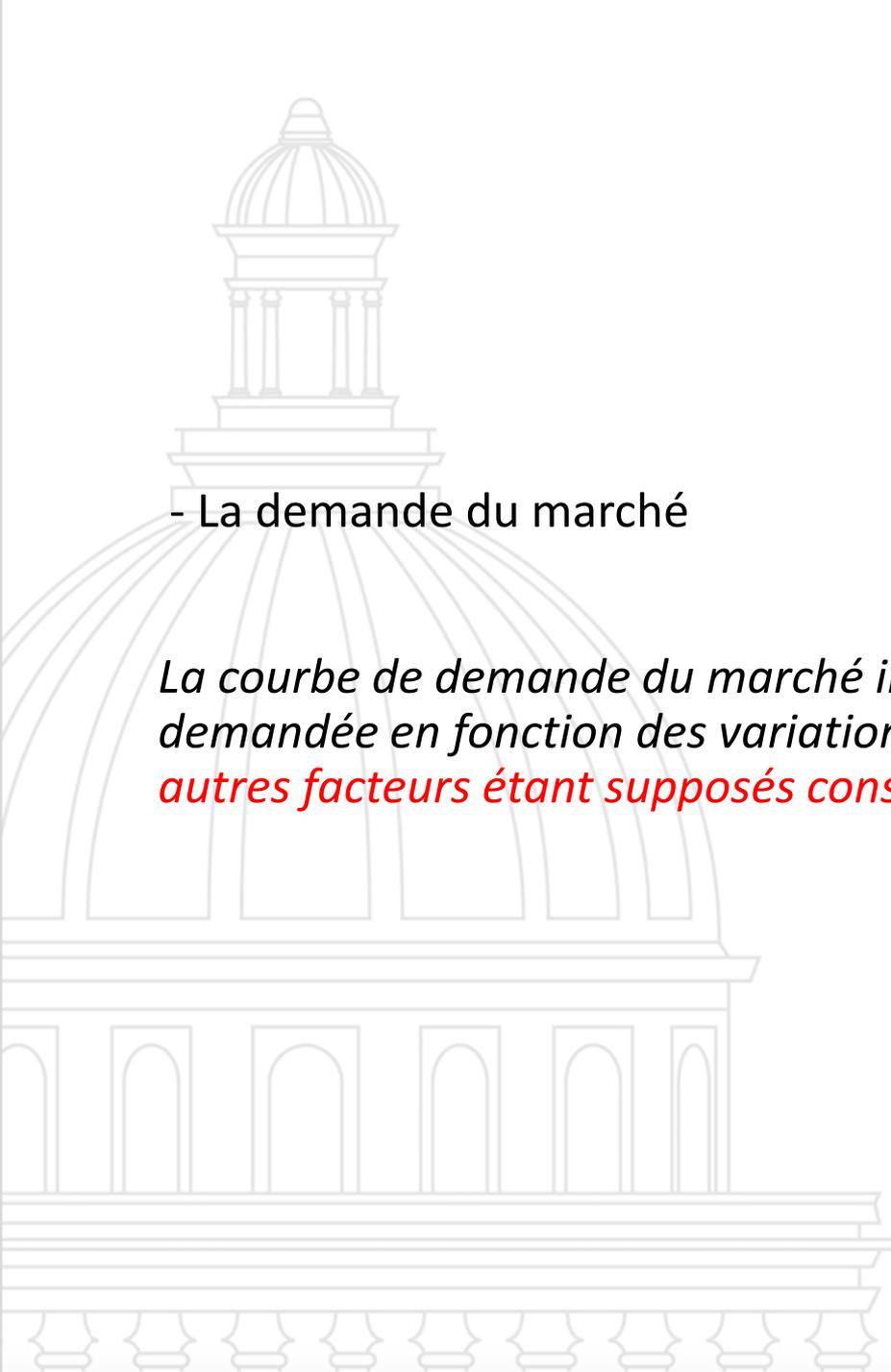


A) La demande

- La demande individuelle

Déterminants de la demande:

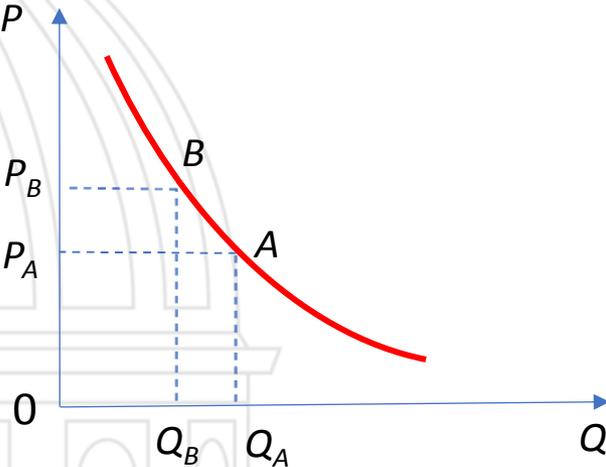
- prix
- revenu
- prix des produits comparables
- goûts
- anticipations

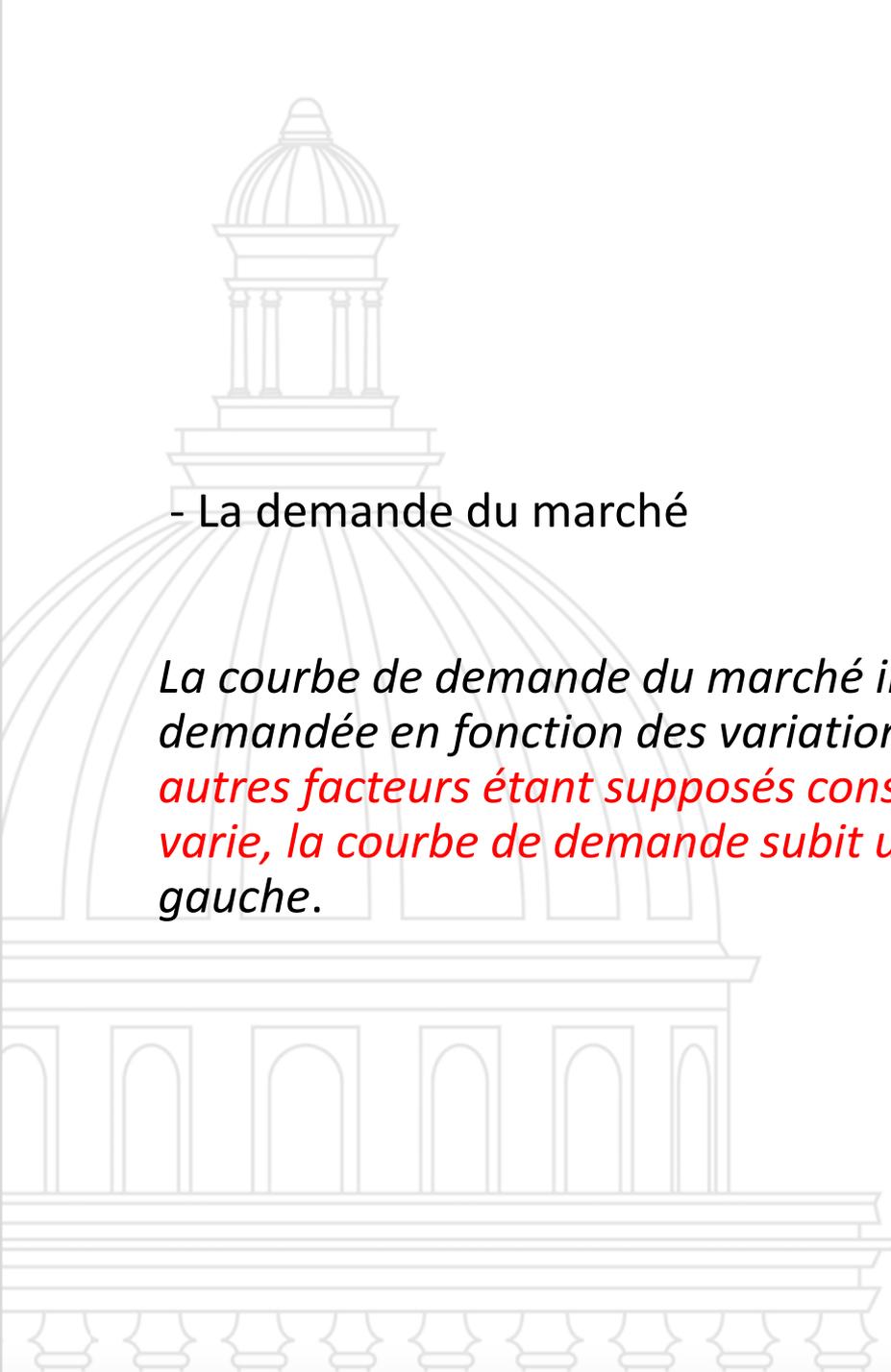


- La demande du marché

*La courbe de demande du marché indique l'évolution de la **quantité** totale demandée en fonction des variations du **prix** du bien considéré, **tous les autres facteurs étant supposés constants**.*

Courbe de demande

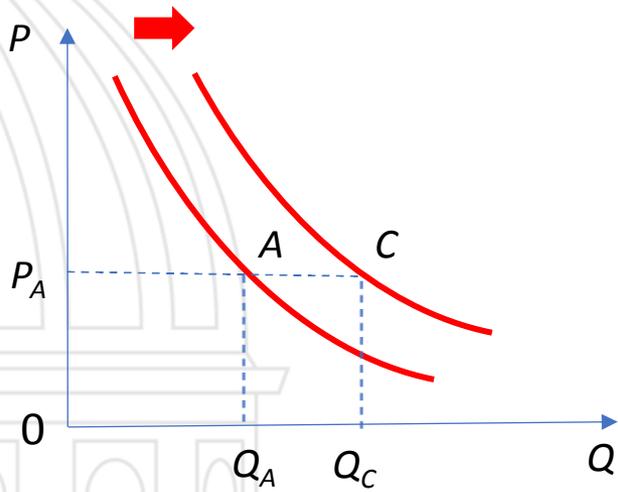


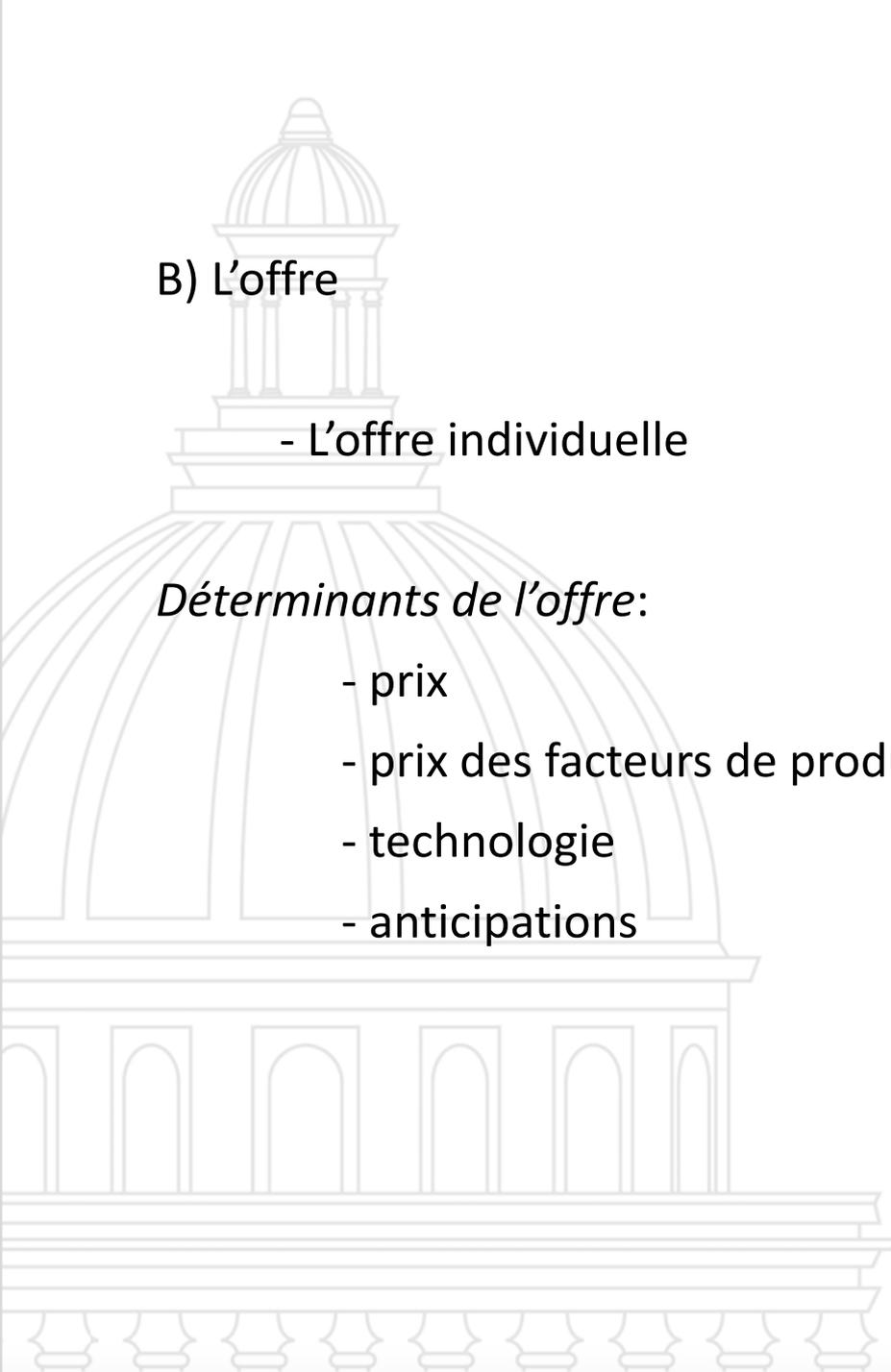


- La demande du marché

La courbe de demande du marché indique l'évolution de la quantité totale demandée en fonction des variations du prix du bien considéré, tous les autres facteurs étant supposés constants. Quand l'un de ces autres facteurs varie, la courbe de demande subit une translation vers la droite ou la gauche.

Courbe de demande (hausse de la demande)





B) L'offre

- L'offre individuelle

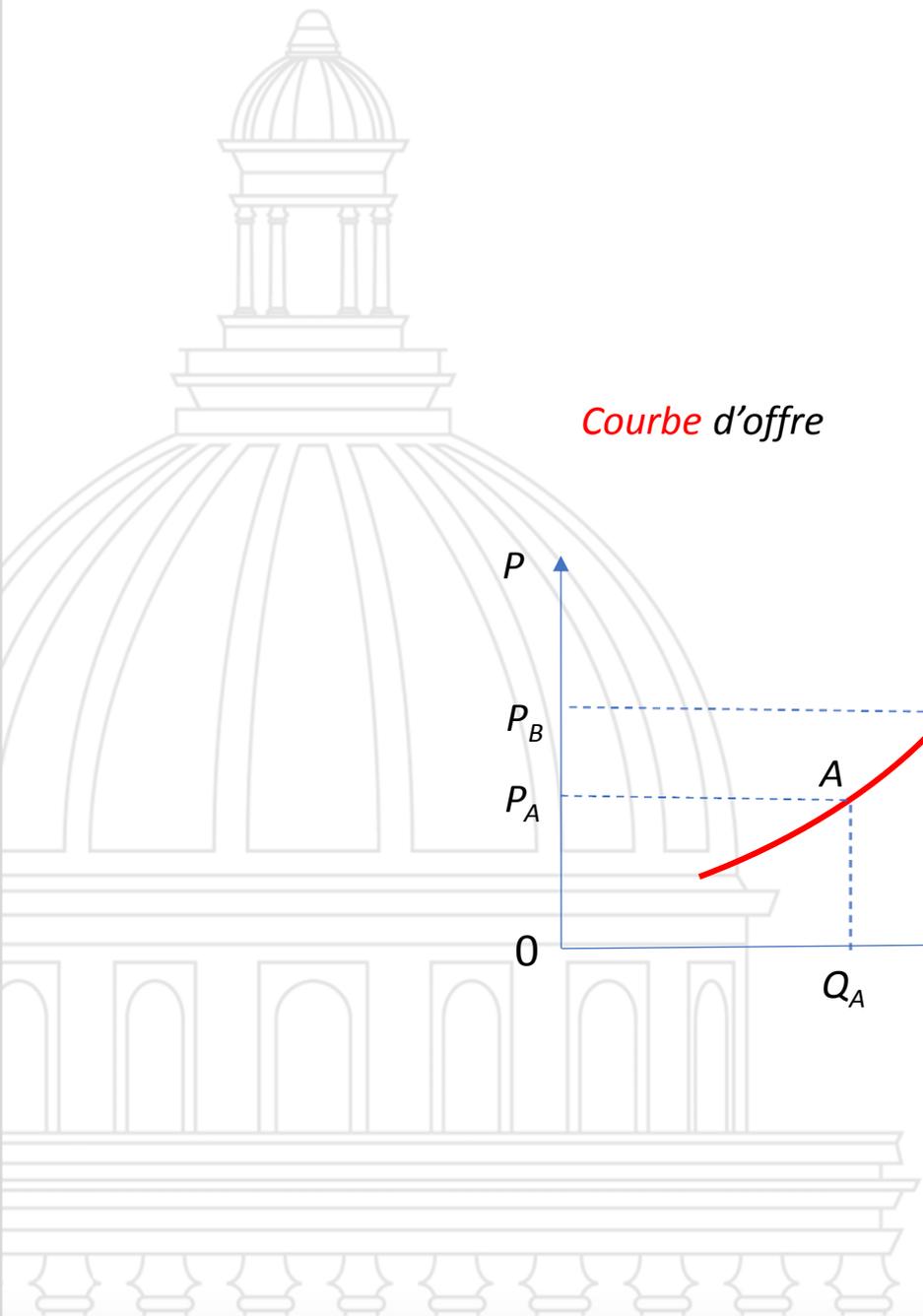
Déterminants de l'offre:

- prix
- prix des facteurs de production
- technologie
- anticipations

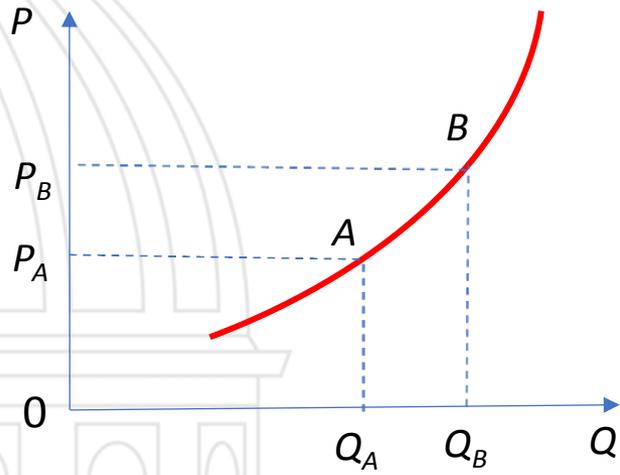


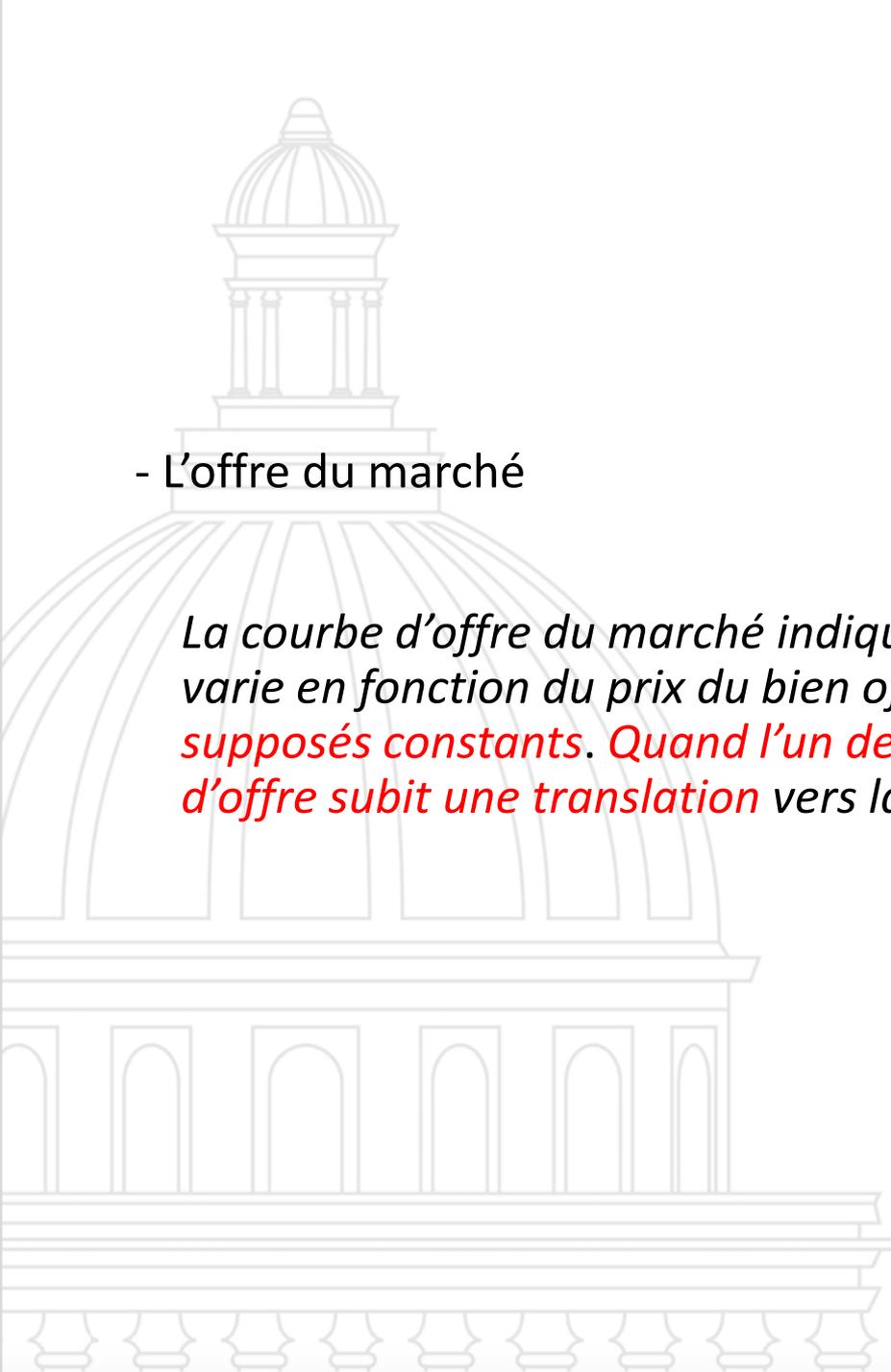
- L'offre du marché

*La courbe d'offre du marché indique comment la **quantité** totale offerte varie en fonction du **prix** du bien offert, **tous les autres facteurs étant supposés constants**.*



Courbe d'offre

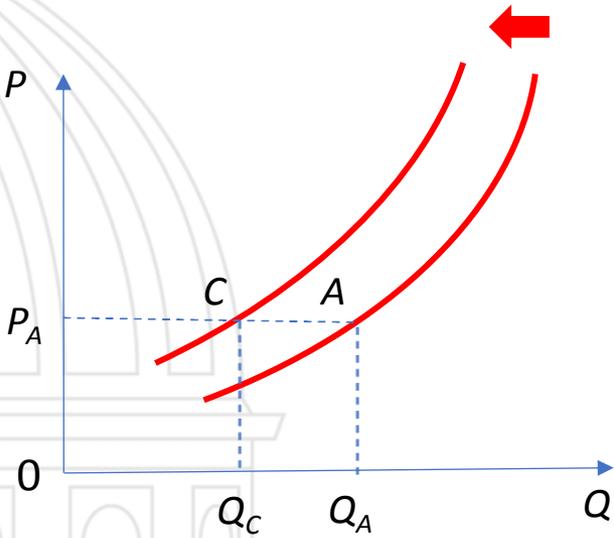


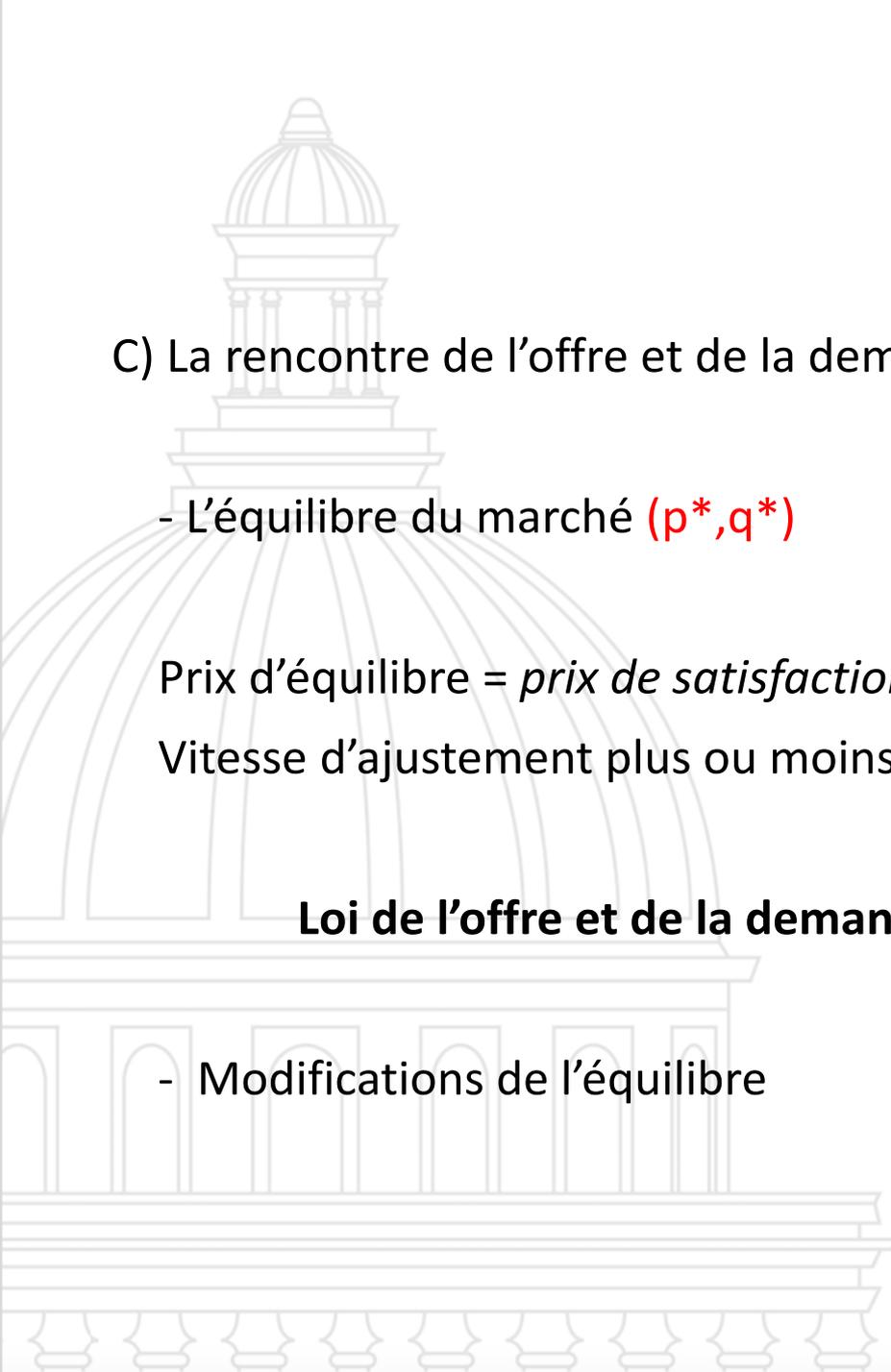


- L'offre du marché

*La courbe d'offre du marché indique comment la quantité totale offerte varie en fonction du prix du bien offert, tous **les autres facteurs étant supposés constants**. Quand l'un de ces autres facteurs varie, la courbe d'offre subit une translation vers la droite ou la gauche.*

Courbe d'offre (baisse de l'offre)





C) La rencontre de l'offre et de la demande

- L'équilibre du marché (p^*, q^*)

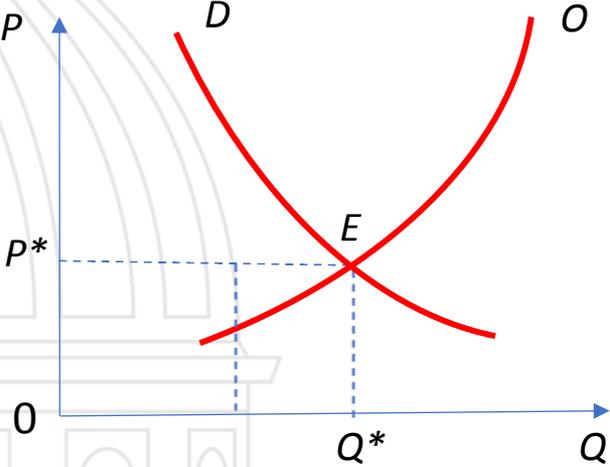
Prix d'équilibre = *prix de satisfaction* du marché

Vitesse d'ajustement plus ou moins rapide

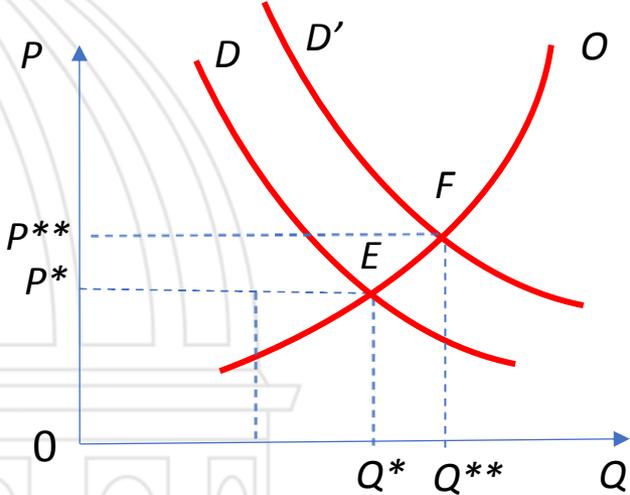
Loi de l'offre et de la demande

- Modifications de l'équilibre

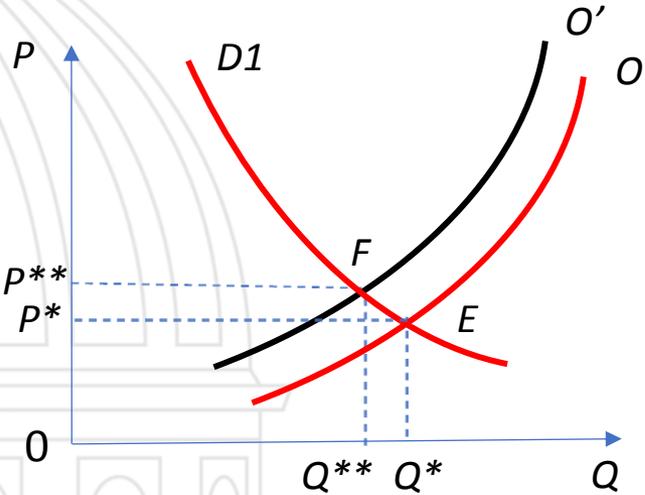
Equilibre du marché

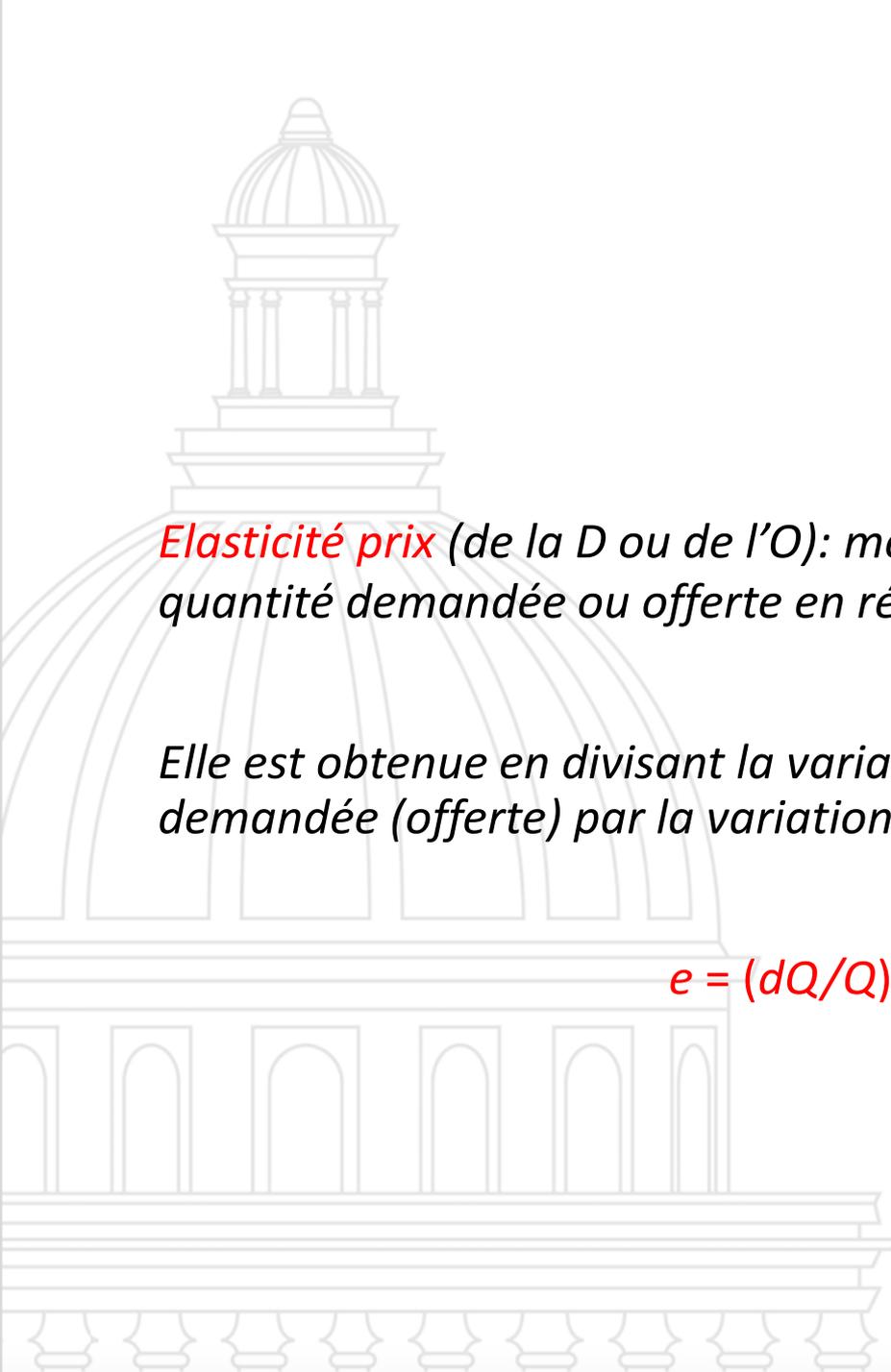


Modification de l'équilibre du marché



Modification de l'équilibre du marché

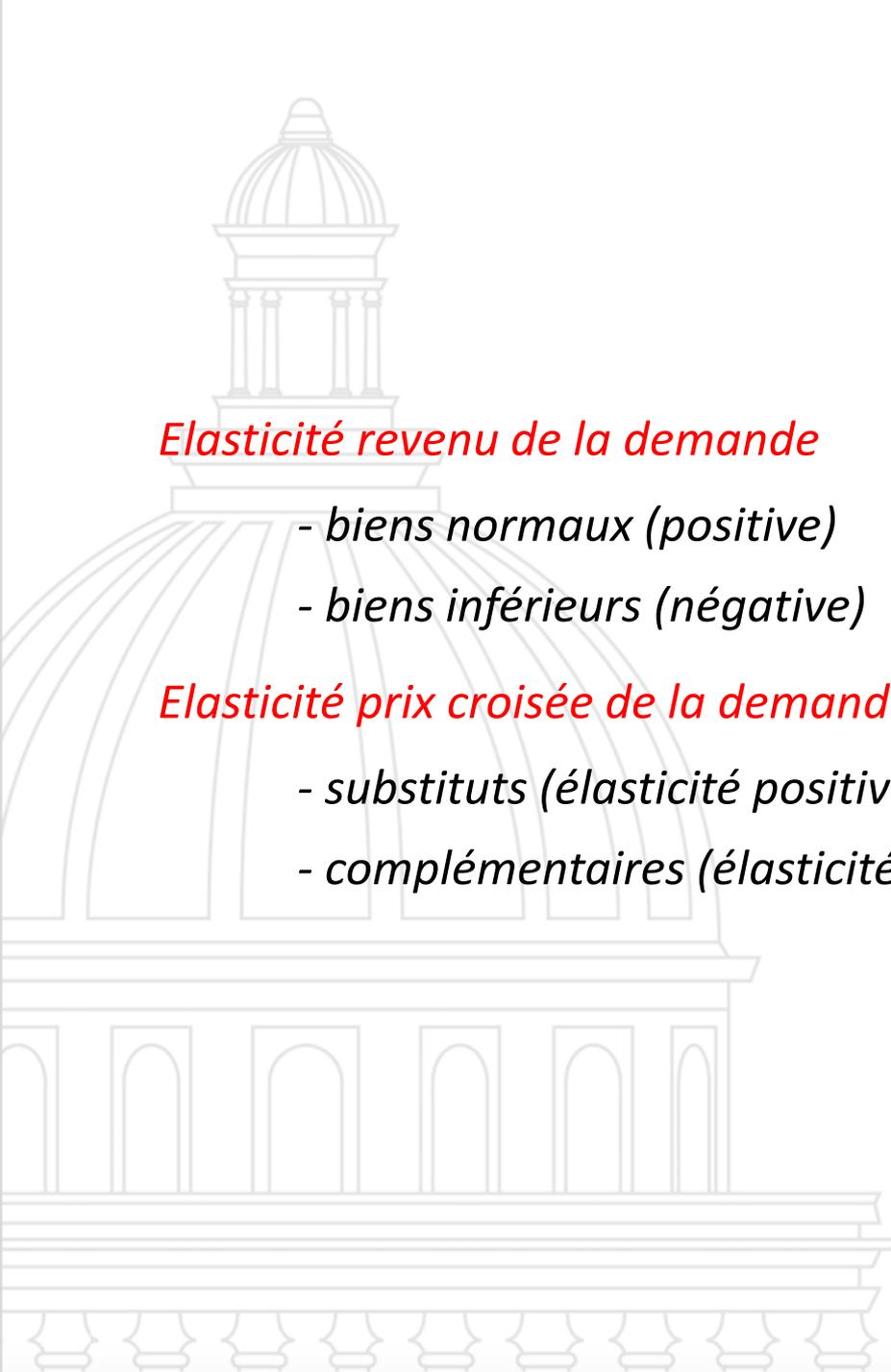




Elasticité prix (de la D ou de l'O): mesure de l'ampleur de la variation de la quantité demandée ou offerte en réaction à une variation du prix du bien.

Elle est obtenue en divisant la variation en pourcentage de la quantité demandée (offerte) par la variation en pourcentage du prix du bien.

$$e = (dQ/Q)/(dP/P)$$



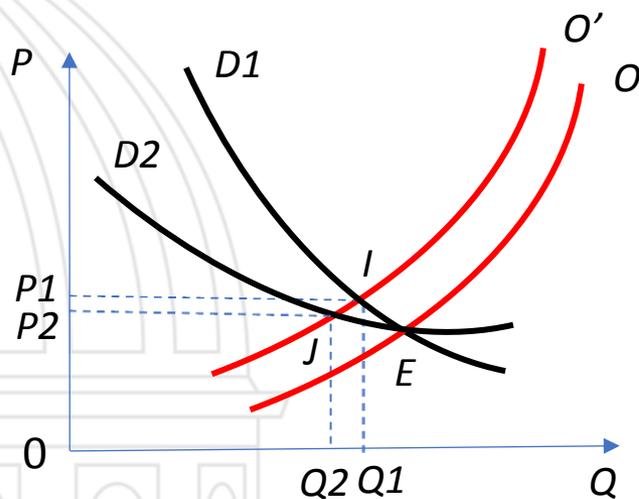
Elasticité revenu de la demande

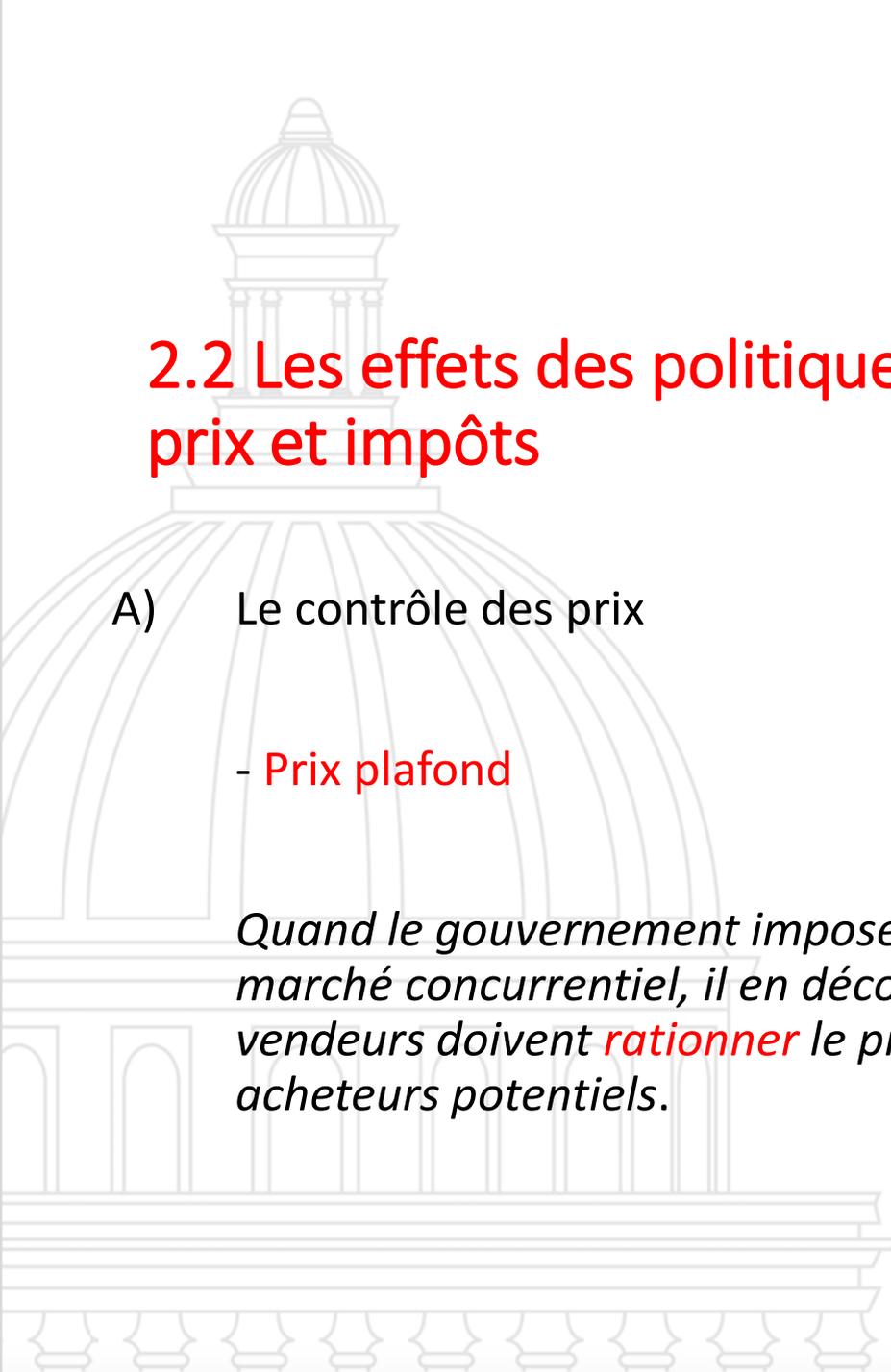
- biens normaux (positive)
- biens inférieurs (négative)

Elasticité prix croisée de la demande :

- substituts (élasticité positive)
- complémentaires (élasticité négative)

Modification de l'équilibre du marché et élasticité de la demande





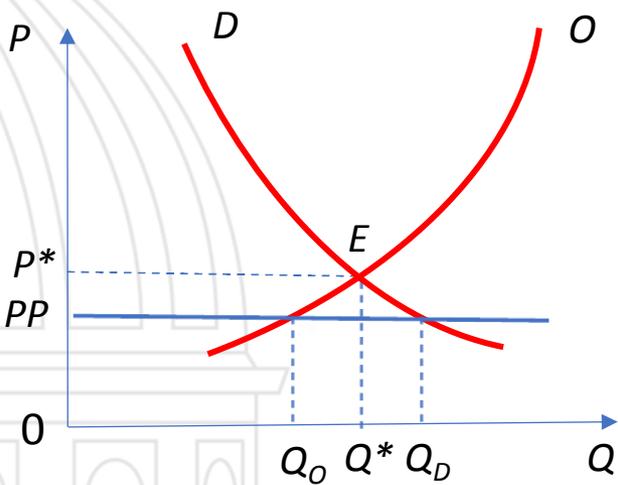
2.2 Les effets des politiques publiques : contrôle des prix et impôts

A) Le contrôle des prix

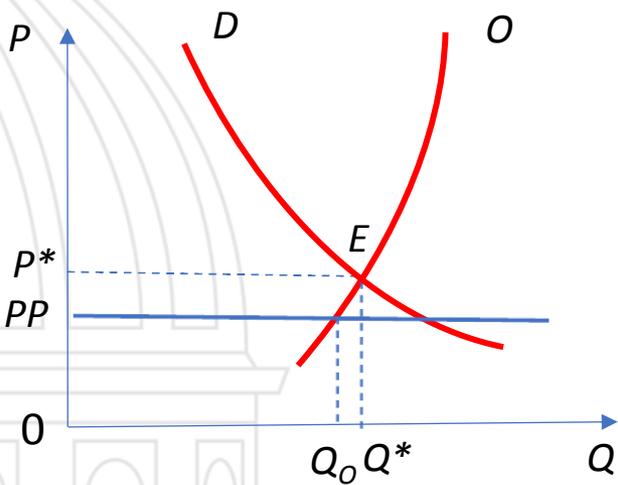
- Prix plafond

*Quand le gouvernement impose un prix plafond **contraignant** à un marché concurrentiel, il en découle toujours une pénurie du bien, et les vendeurs doivent **rationner** le produit devenu rare face aux nombreux acheteurs potentiels.*

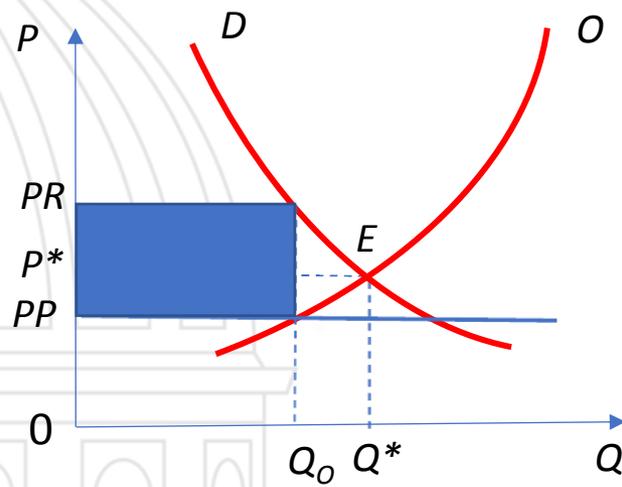
Pénurie sur le marché



Offre rigide sur le marché



Le marché noir – prix de réserve





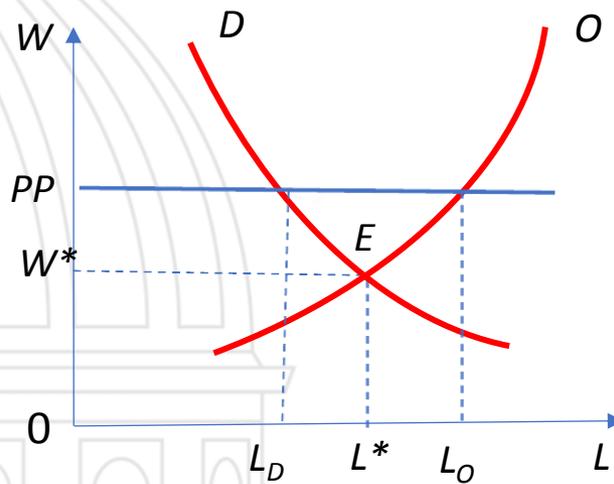
- Prix plancher

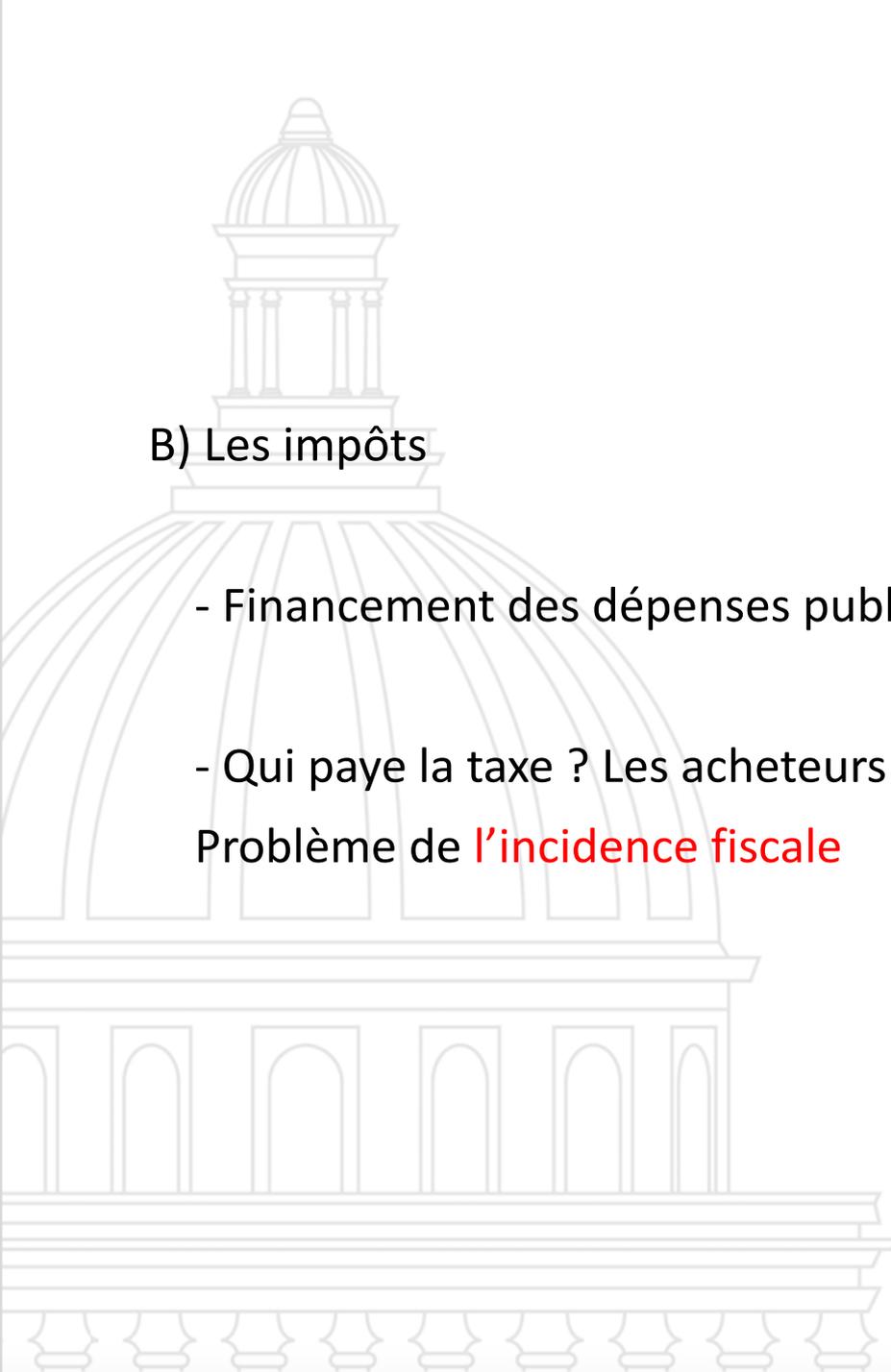
Application au marché du travail:

- contraignant
- non contraignant

Envisager d'autres politiques publiques?

Excès d'offre sur le marché et chômage



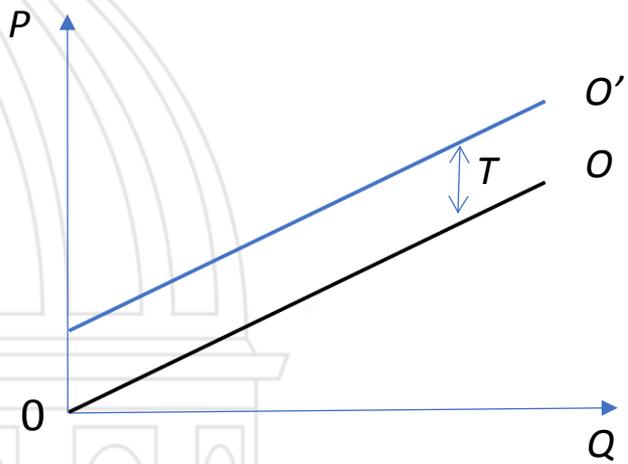


B) Les impôts

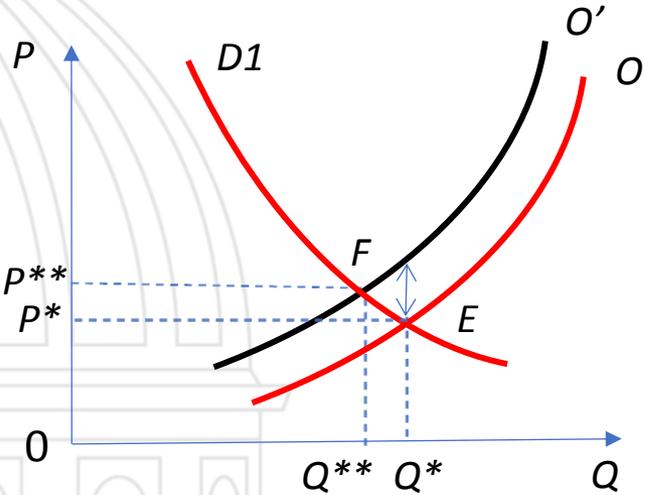
- Financement des dépenses publiques
- Qui paye la taxe ? Les acheteurs ou les vendeurs ?

Problème de **l'incidence fiscale**

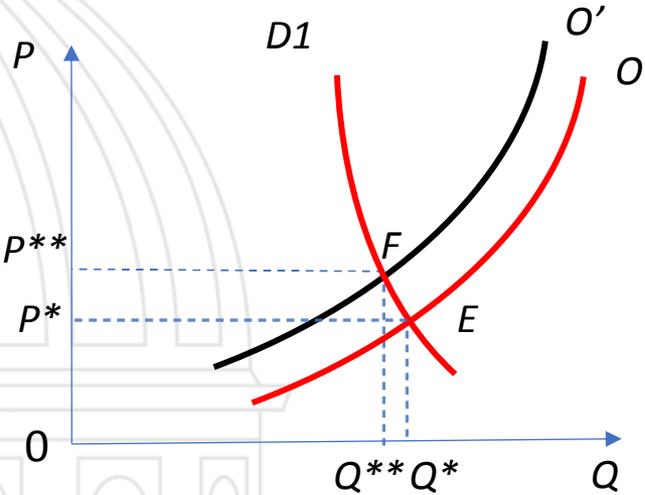
Taxe sur le marché



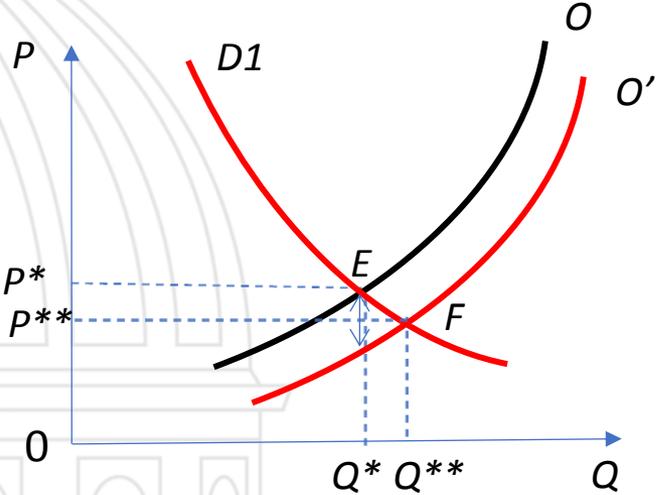
Effet de la taxe sur l'équilibre du marché

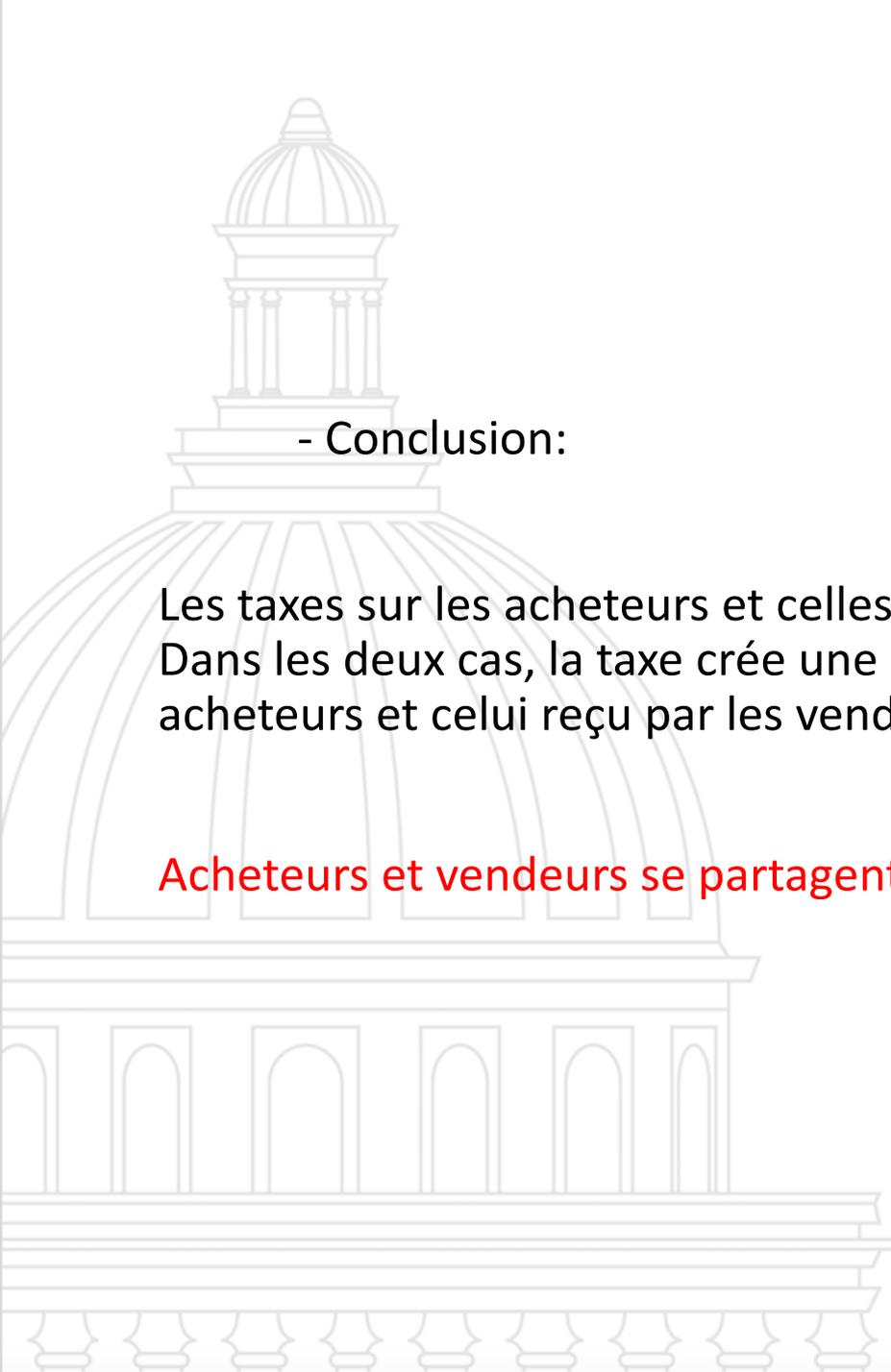


Demande inélastique



Subvention





- Conclusion:

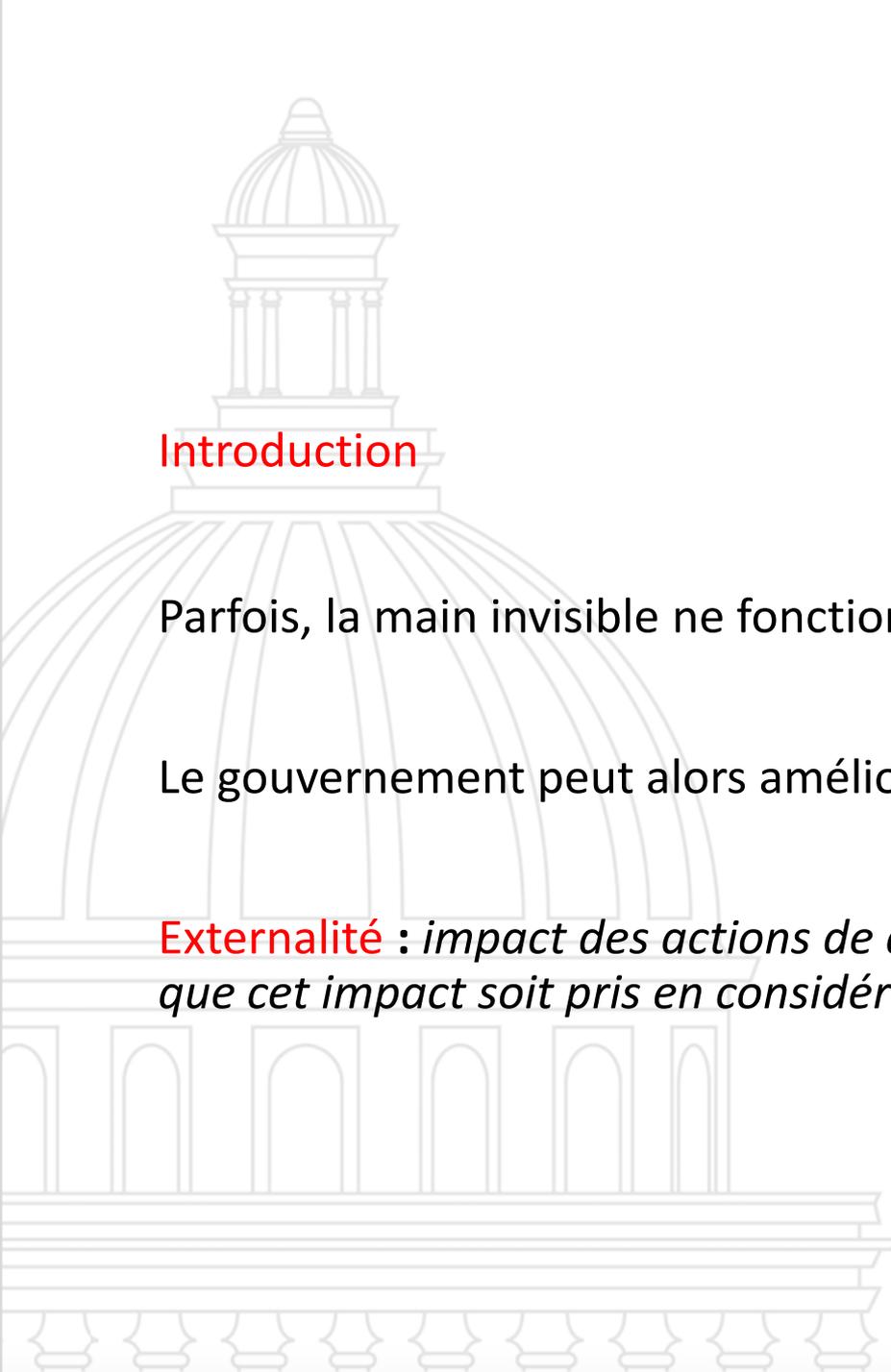
Les taxes sur les acheteurs et celles sur les vendeurs sont **équivalentes**. Dans les deux cas, la taxe crée une **distorsion** entre le prix payé par les acheteurs et celui reçu par les vendeurs.

Acheteurs et vendeurs se partagent le fardeau fiscal.



Chapitre 3

L'ANALYSE ECONOMIQUE DU SECTEUR PUBLIC

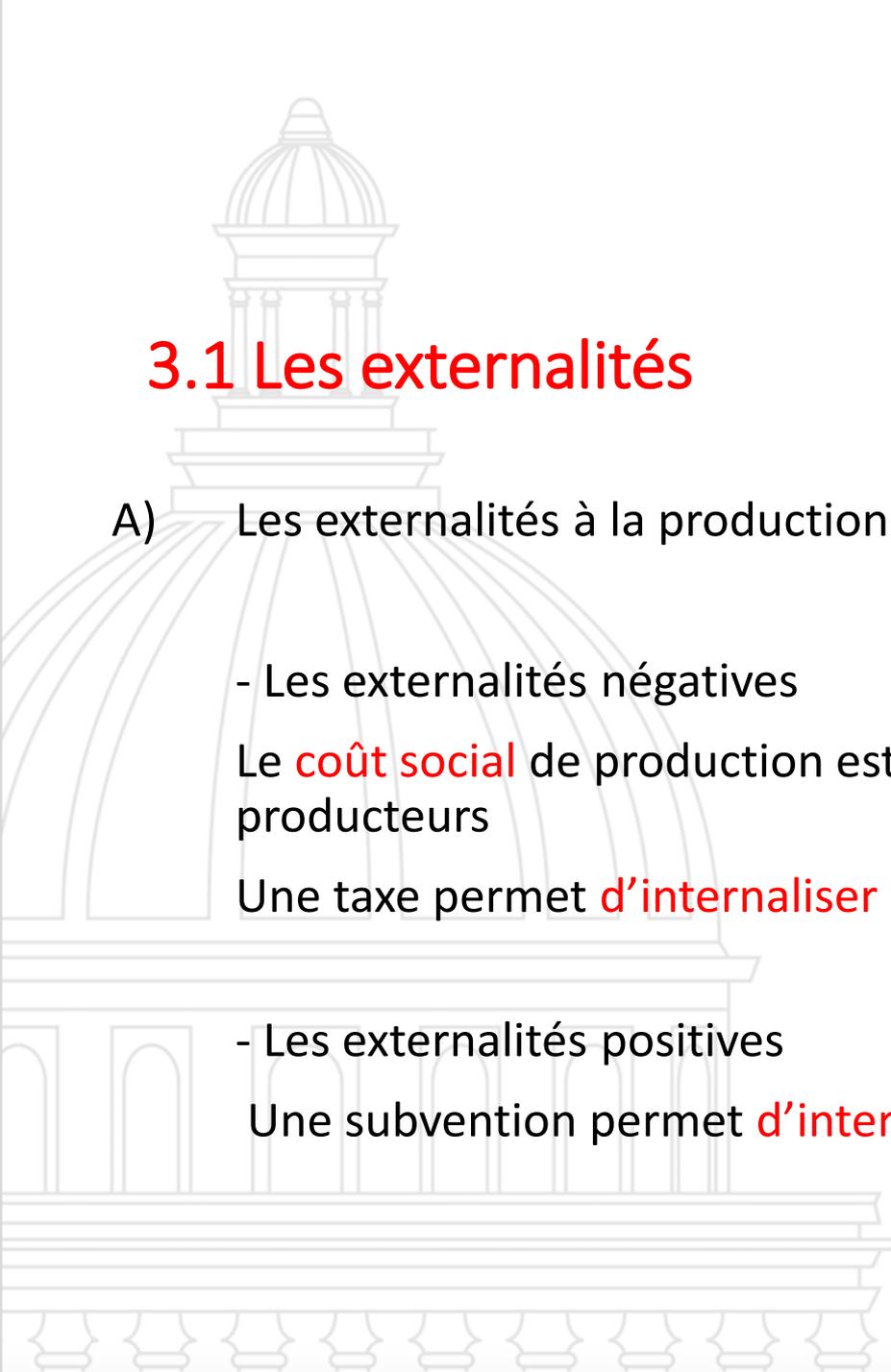


Introduction

Parfois, la main invisible ne fonctionne pas correctement.

Le gouvernement peut alors améliorer les résultats de l'activité du marché.

Externalité : *impact des actions de quelqu'un sur le bien-être d'autrui sans que cet impact soit pris en considération par le marché.*



3.1 Les externalités

A) Les externalités à la production

- Les externalités négatives

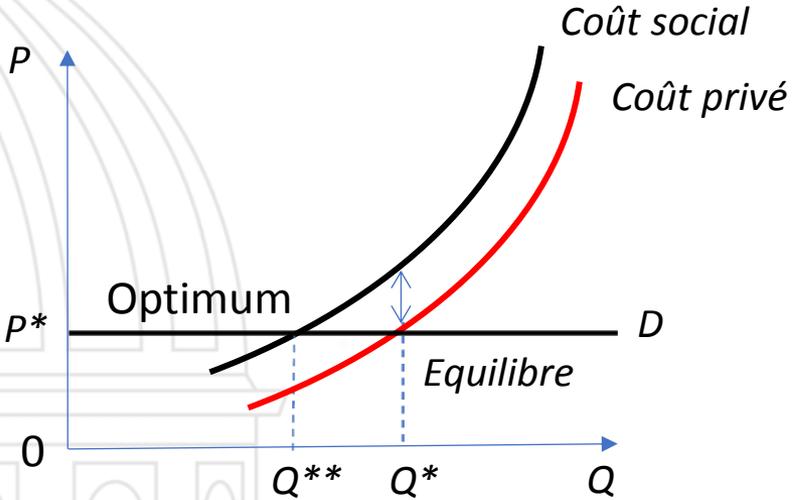
Le **coût social** de production est supérieur au coût supporté par les producteurs

Une taxe permet **d'internaliser l'externalité**

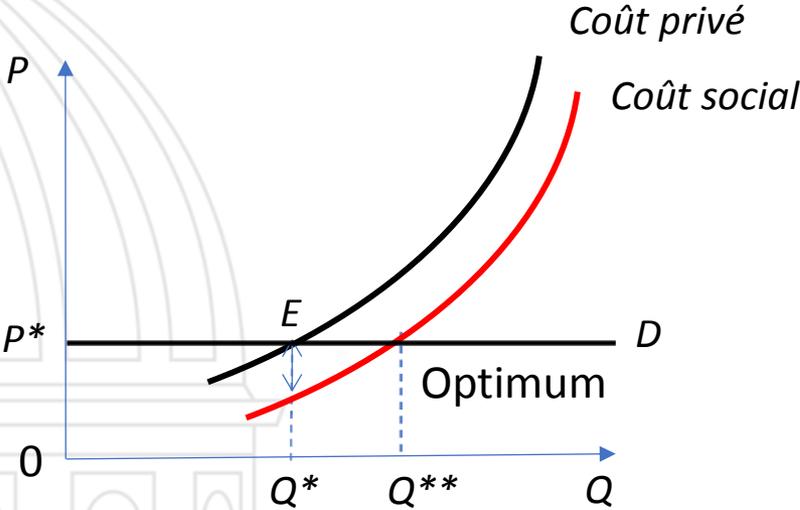
- Les externalités positives

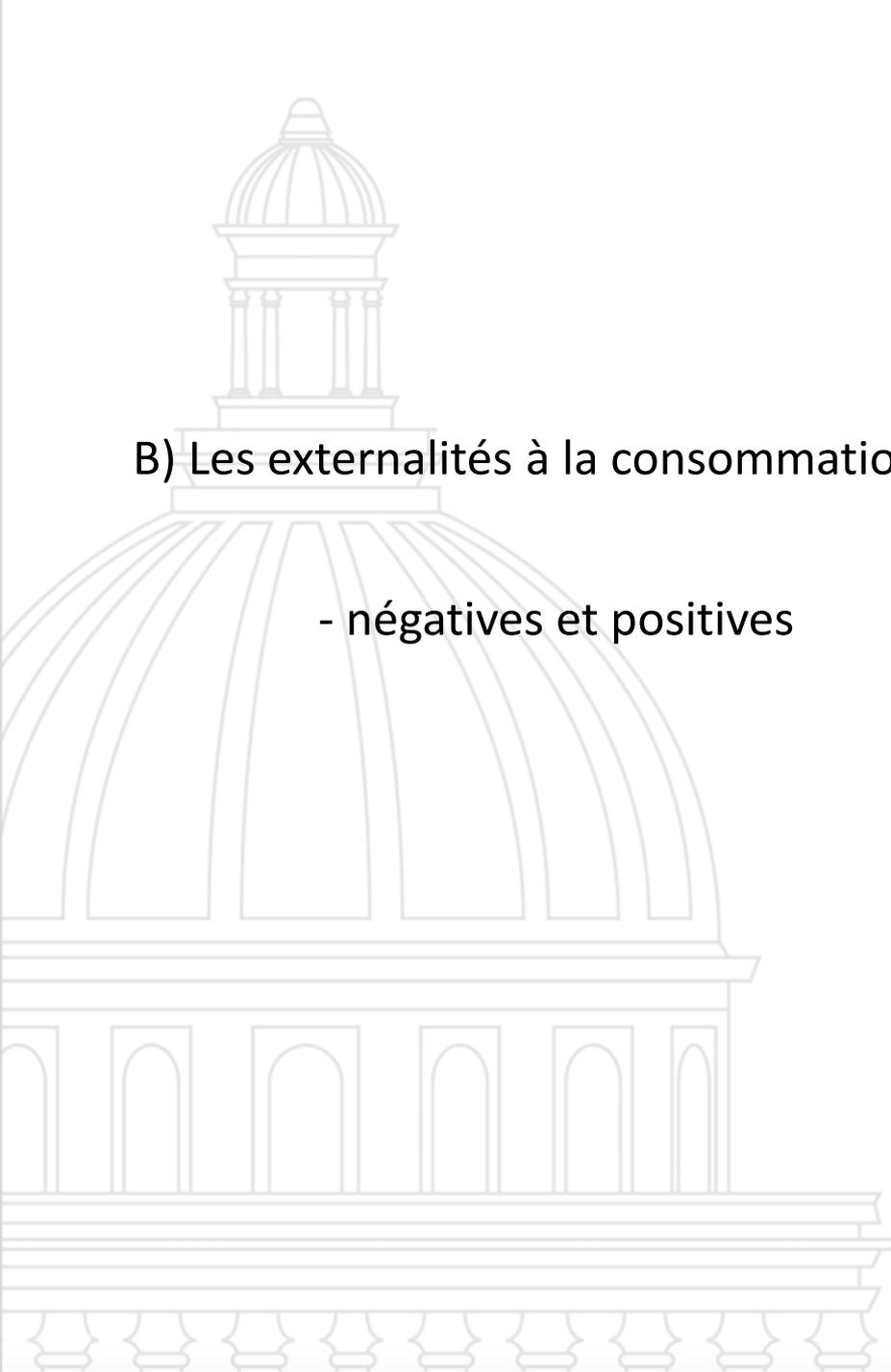
Une subvention permet **d'internaliser l'externalité**

Externalité négative à la production



Externalité positive à la production

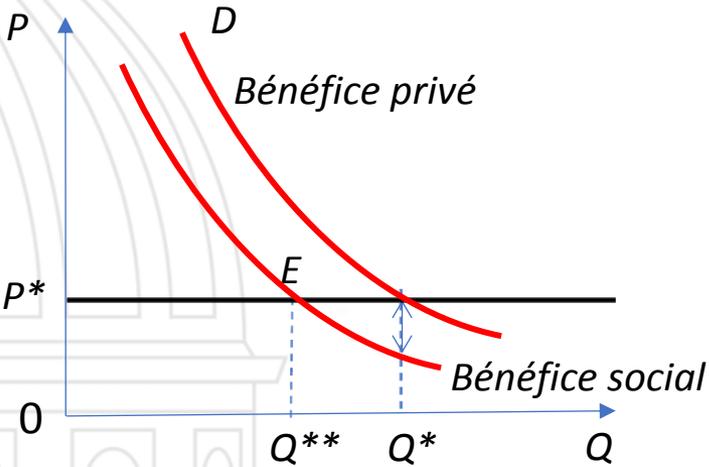




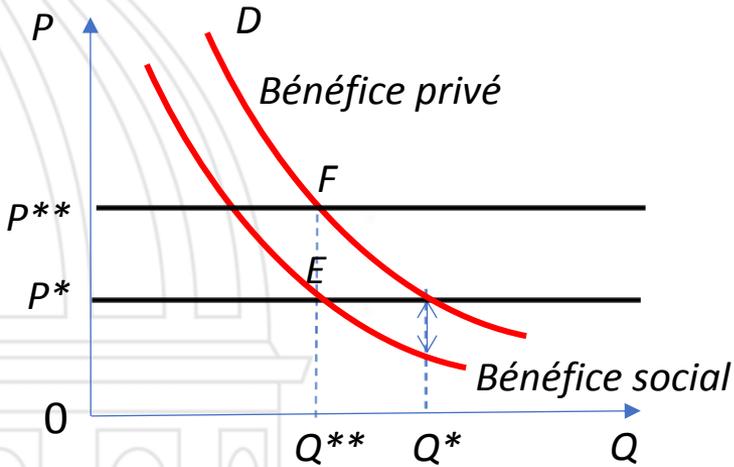
B) Les externalités à la consommation

- négatives et positives

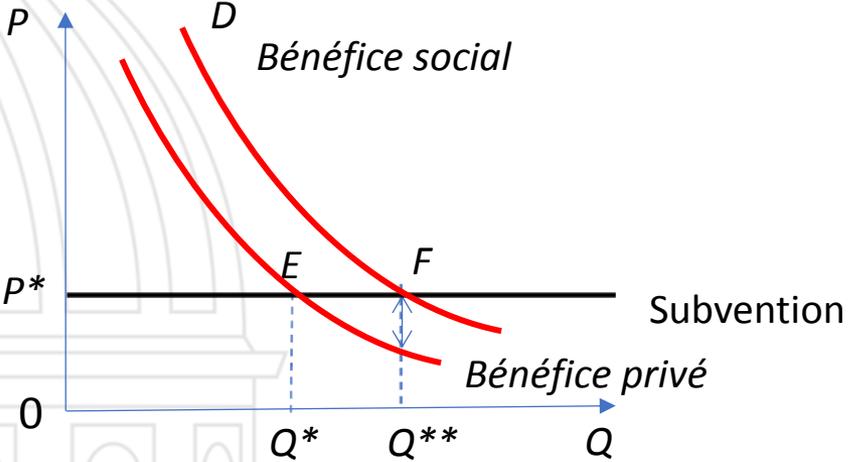
Externalité négative à la consommation



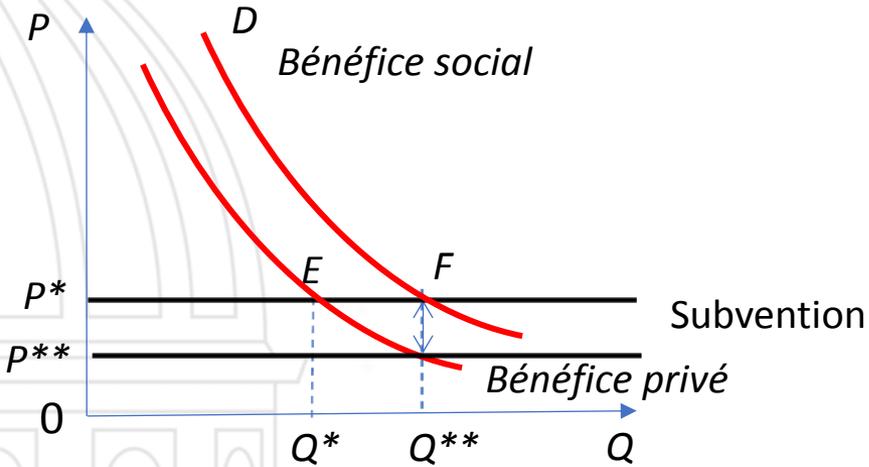
Externalité négative à la consommation

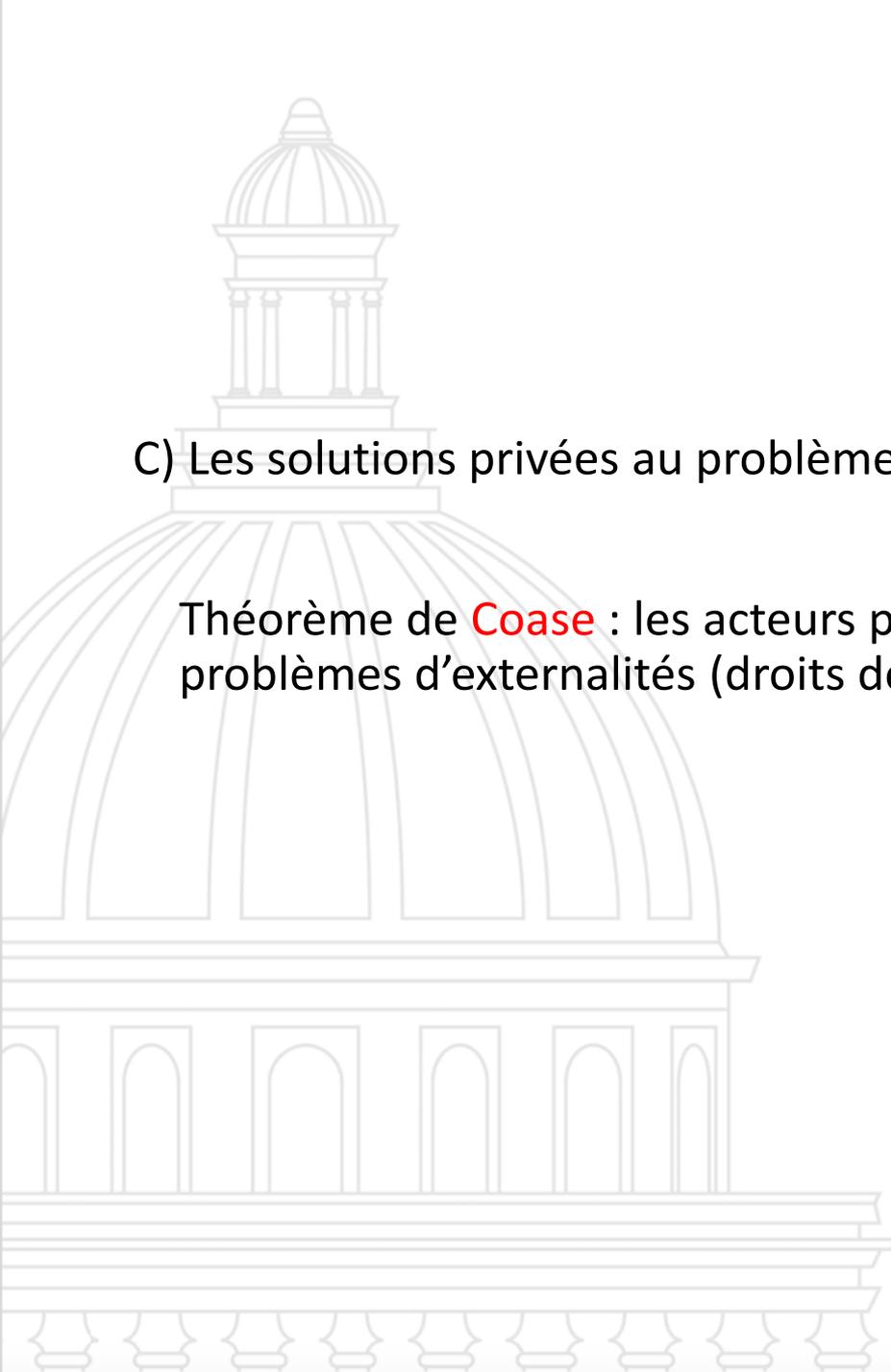


Externalité positive à la consommation



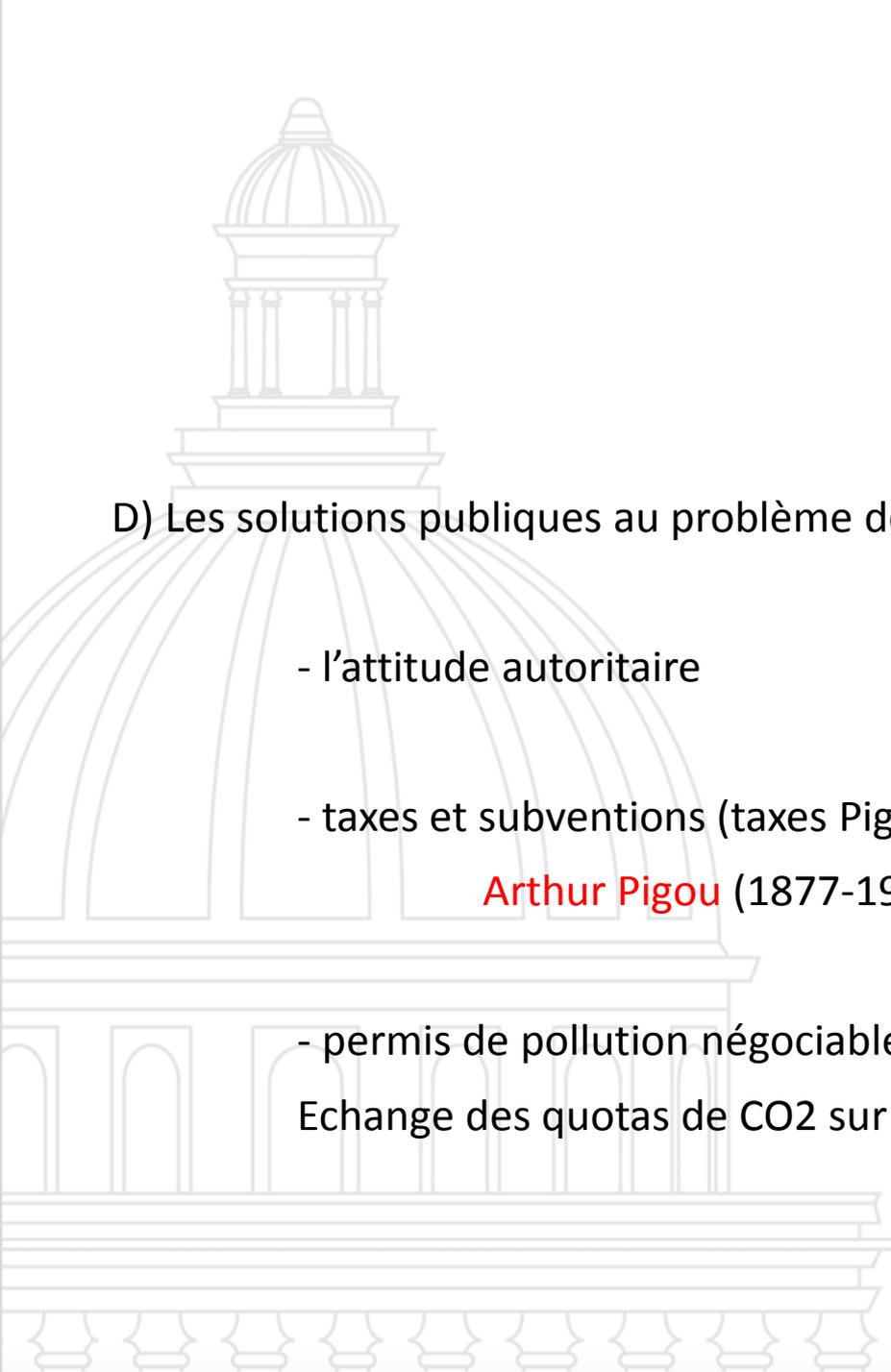
Externalité positive à la consommation





C) Les solutions privées au problème des externalités

Théorème de **Coase** : les acteurs privés peuvent résoudre eux-mêmes les problèmes d'externalités (droits de propriété).



D) Les solutions publiques au problème des externalités

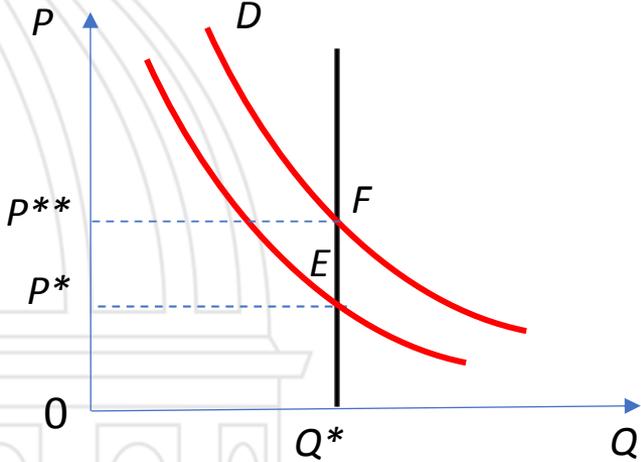
- l'attitude autoritaire
- taxes et subventions (taxes Pigoviennes)

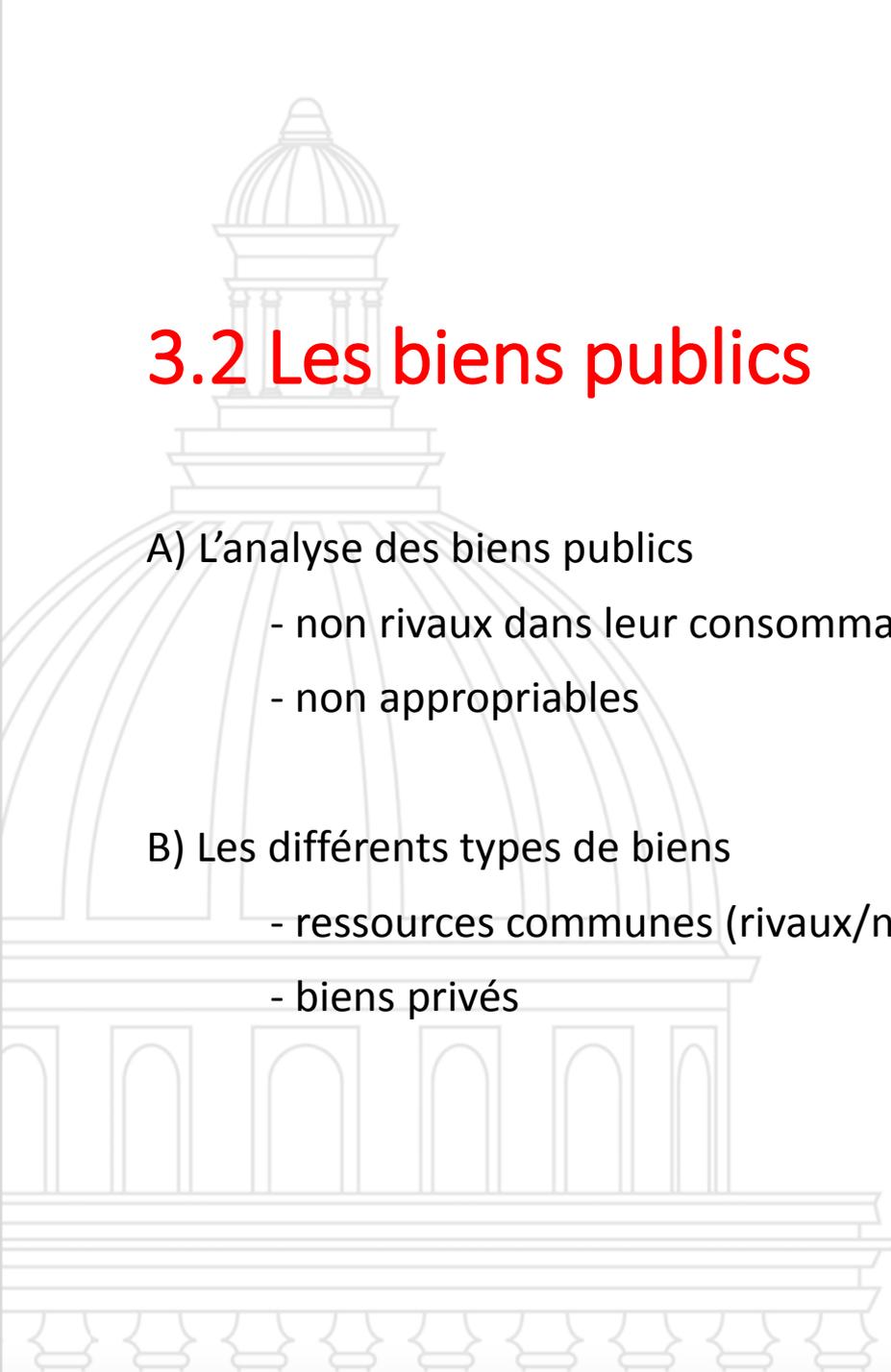
Arthur Pigou (1877-1959)

- permis de pollution négociables

Echange des quotas de CO₂ sur le marché européen

Quotas de CO2





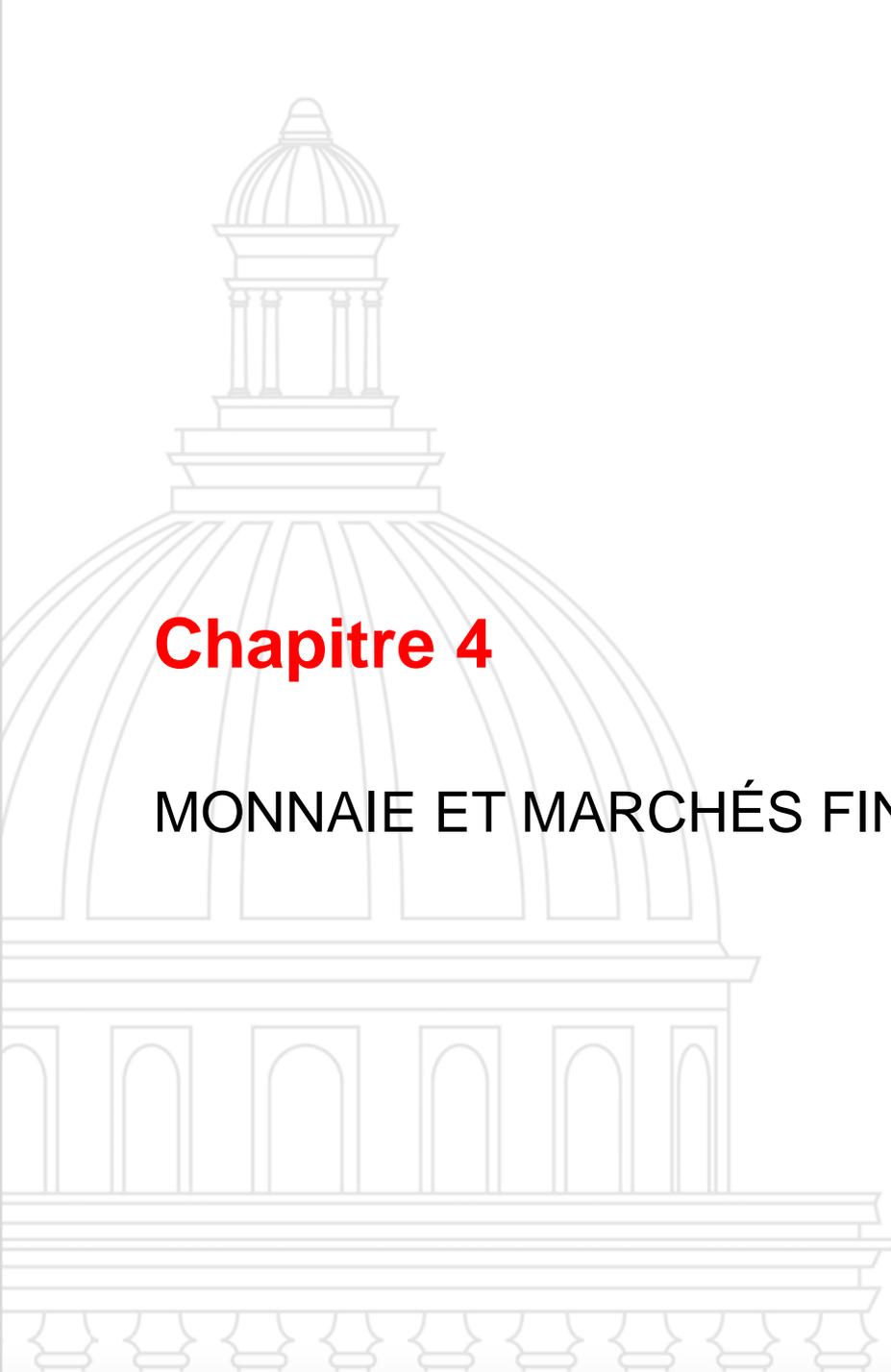
3.2 Les biens publics

A) L'analyse des biens publics

- non rivaux dans leur consommation
- non appropriables

B) Les différents types de biens

- ressources communes (rivaux/non approp.)
- biens privés



Chapitre 4

MONNAIE ET MARCHÉS FINANCIERS

4.1 Définition de la monnaie

Monnaie: stock d'actifs immédiatement disponible pour acheter des biens et des services

Les **fonctions** de la monnaie

- Intermédiaire des échanges
- Réserve de valeur
- Unité de compte

Les **motifs de détention** de la monnaie

- à des fins de **transaction** (classiques)
- à des fins de **précaution**
- à des fins de **spéculation** (keynésiens)

Les agrégats de monnaie

Tableau 2.11 Définition des agrégats monétaires de la zone euro

| Engagements ¹⁾ | M1 | M2 | M3 |
|--|----|----|----|
| Monnaie fiduciaire | X | X | X |
| Dépôts à vue | X | X | X |
| Dépôts à terme d'une durée inférieure ou égale à 2 ans | | X | X |
| Dépôts remboursables avec préavis inférieur ou égal à 3 mois | | X | X |
| Pensions | | | X |
| Titres d'OPCVM monétaires | | | X |
| Titres de créance d'une durée initiale inférieure ou égale à 2 ans | | | X |

Source : BCE

1) Engagements monétaires des IFM et de l'administration centrale (Poste, Trésor) vis-à-vis des résidents de la zone euro qui ne sont ni des IFM ni des institutions rattachées à l'administration centrale

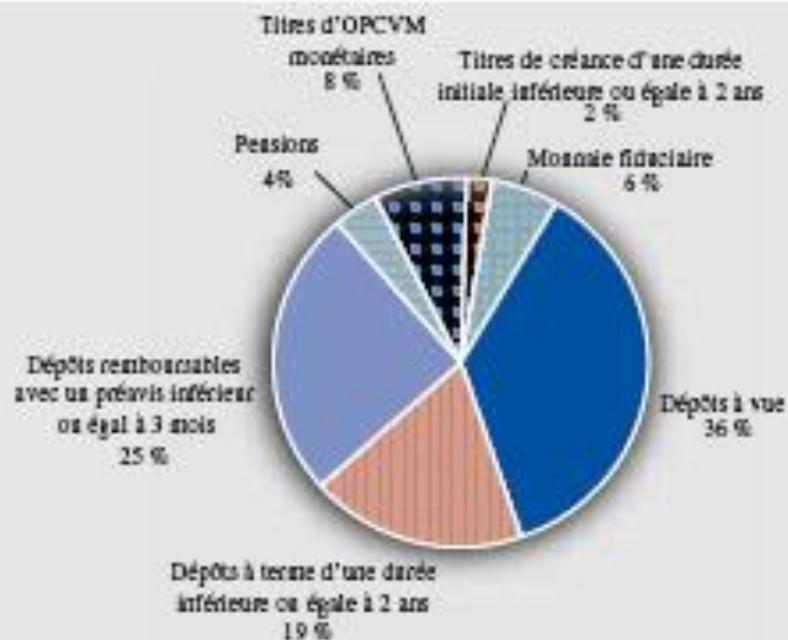


| | Encours (en Mds €) (a) | Taux de croissance annuel (en %) (a) | | |
|--|------------------------------|---|-------------|-------------|
| | | févr-22 | déc-21 | janv-22 |
| Dépôts à vue | 1 540 | 8,5 | 8,4 | 8,6 |
| = Ressources résidentes incluses dans M1 | 1 540 | 8,5 | 8,4 | 8,6 |
| <i>Ressources résidentes incluses dans M1, moyenne mobile 3 mois</i> | - | 8,8 | 8,6 | 8,5 |
| Dépôts à terme ≤ 2 ans | 117 | -13,3 | -5,9 | -8,8 |
| + Comptes sur livret | 829 | 6,7 | 6,5 | 6,4 |
| = Ressources résidentes incluses dans M2-M1 | 946 | 3,9 | 4,8 | 4,2 |
| <i>Ressources résidentes incluses dans M2-M1, moyenne mobile 3 mois</i> | - | 5,0 | 4,6 | 4,3 |
| Titres d'OPC monétaires | 260 | -10,5 | -7,7 | -3,6 |
| + Pensions | 41 | -7,7 | 31,3 | 30,5 |
| + Titres de créance ≤ 2 ans | 38 | -21,8 | -25,2 | -21,1 |
| = Ressources résidentes incluses dans M3-M2 | 338 | -11,8 | -6,9 | -3,0 |
| <i>Ressources résidentes incluses dans M3-M2, moyenne mobile 3 mois</i> | - | -5,5 | -7,5 | -7,3 |
| Total des ressources résidentes incluses dans M3 | 2 825 | 4,1 | 5,1 | 5,6 |
| <i>Total des ressources résidentes incluses dans M3, moyenne mobile 3 mois</i> | - | 5,6 | 5,1 | 4,9 |
| + Engagements monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro | 283 | 27,1 | 26,4 | 16,3 |
| - Avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro | 55 | 11,5 | 15,9 | 37,0 |
| = Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro | 3 053 | 6,0 | 6,8 | 6,1 |
| <i>Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro, moyenne mobile 3 mois</i> | - | 7,1 | 6,8 | 6,3 |

(a) Données cvs.

Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international

Graphique 2.6 Part respective des différentes composantes de M3 à fin 2002



Source : BCE

La demande de monnaie : l'approche classique

Equation de *Cambridge* (A.C. Pigou, 1917)

Equation de **demande de monnaie**

$$M^d = k PY$$

+ +

La demande de monnaie M^d est **transactionnelle** (et réserve de valeur)

Le revenu **réel** est noté Y et le niveau général des prix P

La demande M^d est proportionnelle (coefficient k) au revenu **nominal** PY

Les prix sont **flexibles**

La demande de monnaie augmente lorsque le revenu nominal croît (signe +)

La demande de monnaie : l'approche keynésienne

La monnaie est détenue à des fins de **transaction** et de **spéculation**. Dans ce dernier cas, les agents arbitrent entre **différents actifs** :

- La **monnaie** (fiduciaire et dépôts à vue), qui est un actif **liquide**, mais qui ne rapporte aucun intérêt
- Les **titres (actifs financiers)**, qui ne peuvent pas être utilisés pour les transactions (actif **illiquide**) mais qui rapportent des intérêts

Il existe de nombreux titres, chacun ayant un taux d'intérêt spécifique

N.B. : il existe également des actifs non financiers

Simplification faite ici : un seul actif financier (**obligation**) et taux d'intérêt ($i > 0$)

Par **hypothèse**, les agents **arbitrent** donc **entre 2 actifs** : monnaie et obligation

En plus du motif transactionnel, les individus détiennent une part de leur **richesse** sous forme de monnaie pour le motif de spéculation (résultat d'un **arbitrage** entre **monnaie** et **titres**).

Leur **demande** de monnaie totale **dépend de deux variables** :

- La **valeur des transactions** (PY). Les individus souhaitent avoir suffisamment de liquidités pour effectuer des achats et éviter de devoir vendre trop souvent des titres en contrepartie de monnaie.
- Le **taux d'intérêt** des titres (i). Détenir une partie de sa richesse en titres rapporte des intérêts, contrairement à la monnaie. Plus la rémunération des titres (i) baisse, plus la demande de monnaie à des fins de spéculation augmente (*et inversement*).

La demande de monnaie **keynésienne** vérifie la relation suivante :

$$M^d = PY \cdot L(i)$$

+ -

↙ ↘

motif de transaction/précaution spéculation

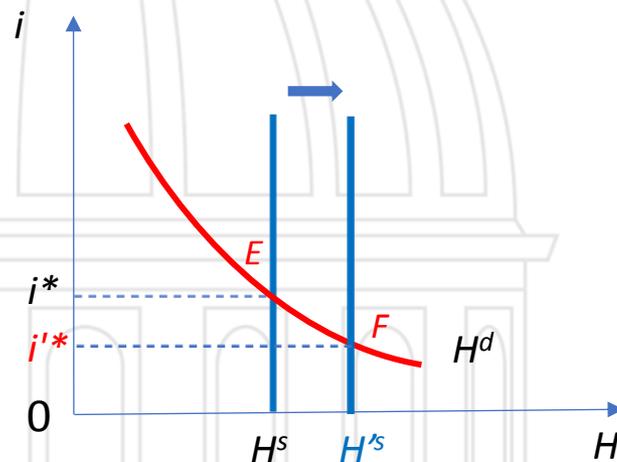
- M^d augmente proportionnellement au revenu nominal PY (on suppose que le niveau de transactions est à peu près proportionnel au revenu nominal).
- M^d dépend négativement du taux d'intérêt (rémunération des titres)
C'est ce qu'exprime la fonction $L(i)$, sa dérivée première étant négative.

Politique monétaire et opérations d'open market

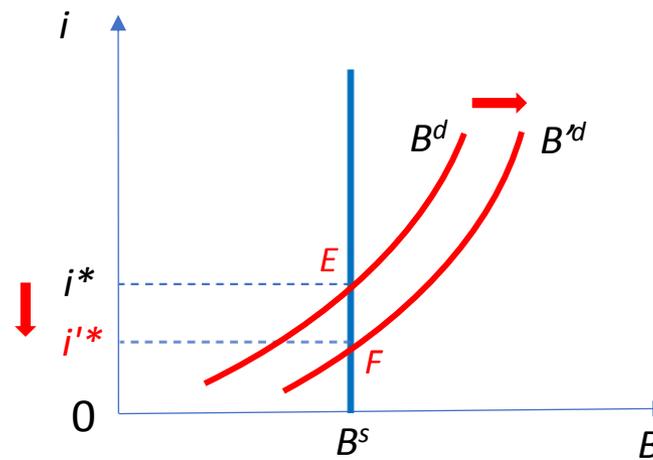
Si la Banque Centrale veut **augmenter** la **quantité de monnaie** dans l'économie, elle **achète des titres** et imprime de la monnaie

Si la Banque Centrale veut **diminuer** la **quantité de monnaie** dans l'économie, elle **vend des titres** et retire de la circulation la monnaie qu'elle reçoit en contrepartie

La variation de i rééquilibre simultanément les **deux marchés**



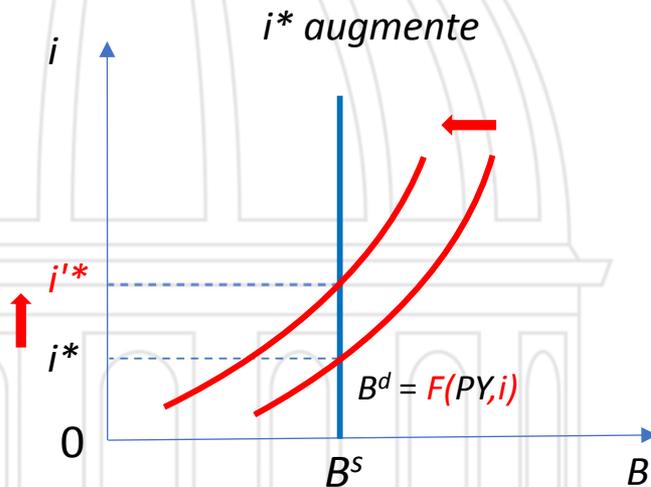
Marché de la **monnaie**



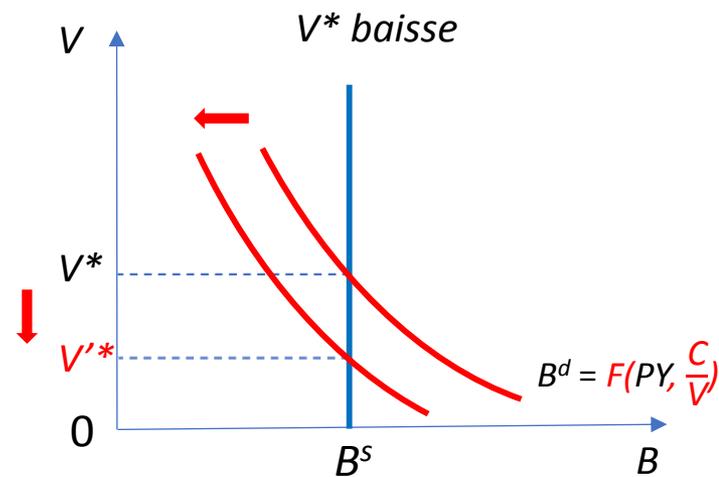
Marché **des titres**

La demande de titres et le marché obligataire

Effet de la baisse de la demande de titres sur le taux d'intérêt d'équilibre et la valeur d'équilibre (ou prix d'équilibre) du titre



Baisse de la demande de titres



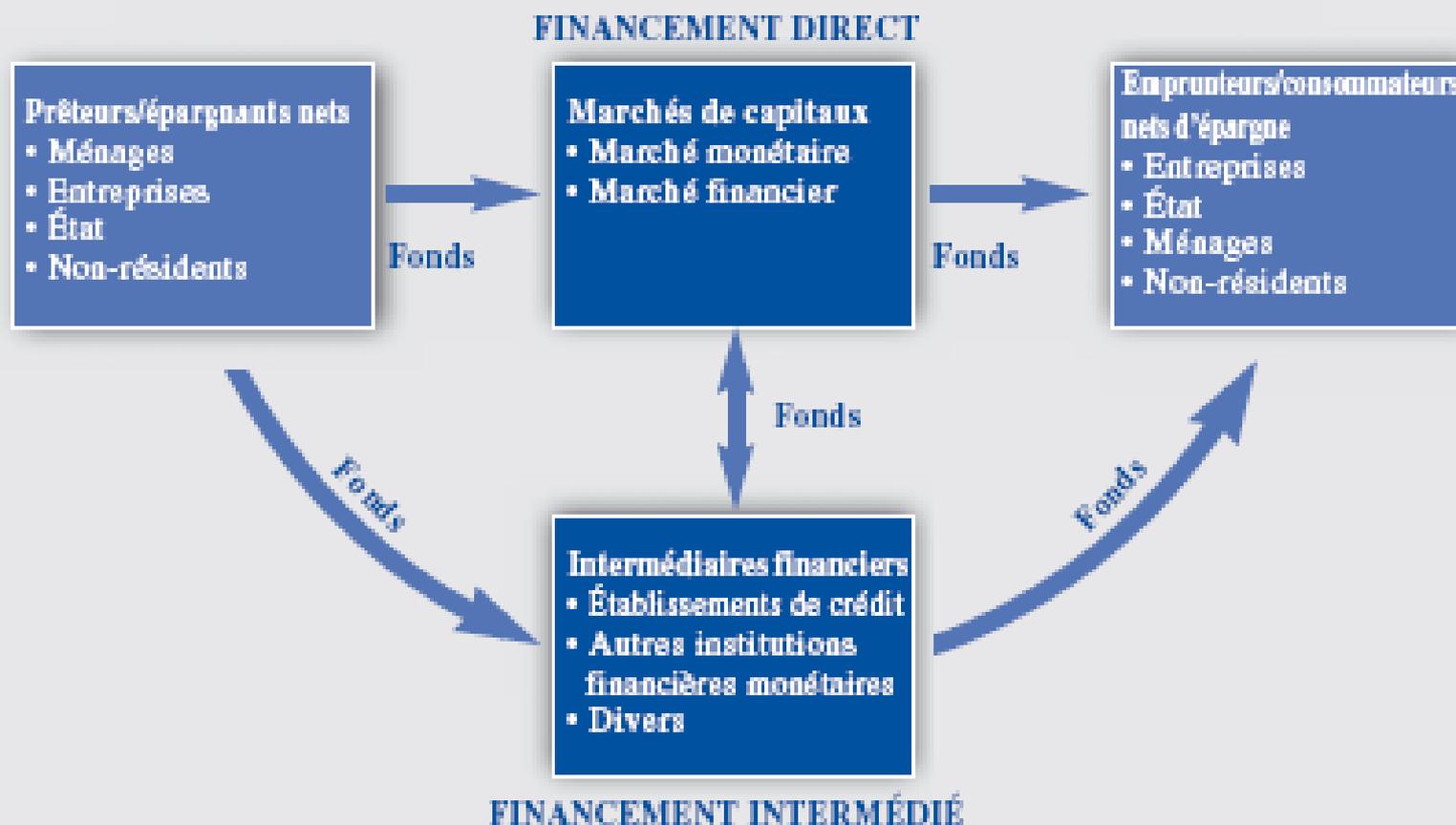
Baisse de la demande de titres



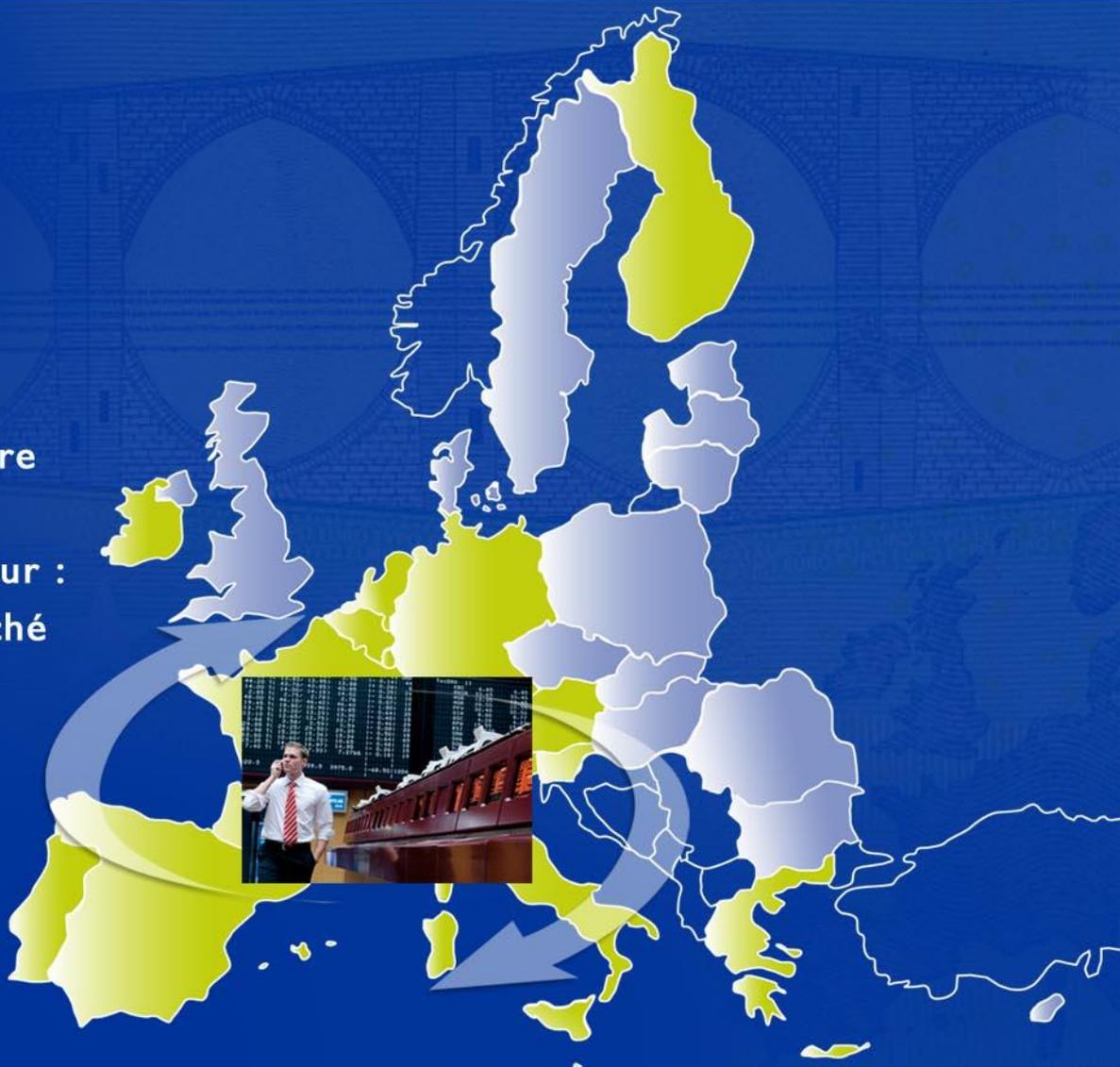
4.2 Les institutions financières

- Les marchés financiers
 - Le marché **obligataire**
 - Le marché des **actions**
- Les intermédiaires financiers
 - Les **banques**
 - Les OPCVM

Graphique 2.5 Fonctions des systèmes financiers



- Bienfaits : économies d'échelle, palette plus large de produits financiers à coût réduit
- Importante pour la BCE : elle favorise la transmission des impulsions de politique monétaire
- La BCE joue un rôle de catalyseur : elle aide les opérateurs de marché en assurant une fonction de coordination



4.3 La Banque Centrale Européenne et la politique monétaire



ELARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE LES ÉTAPES :

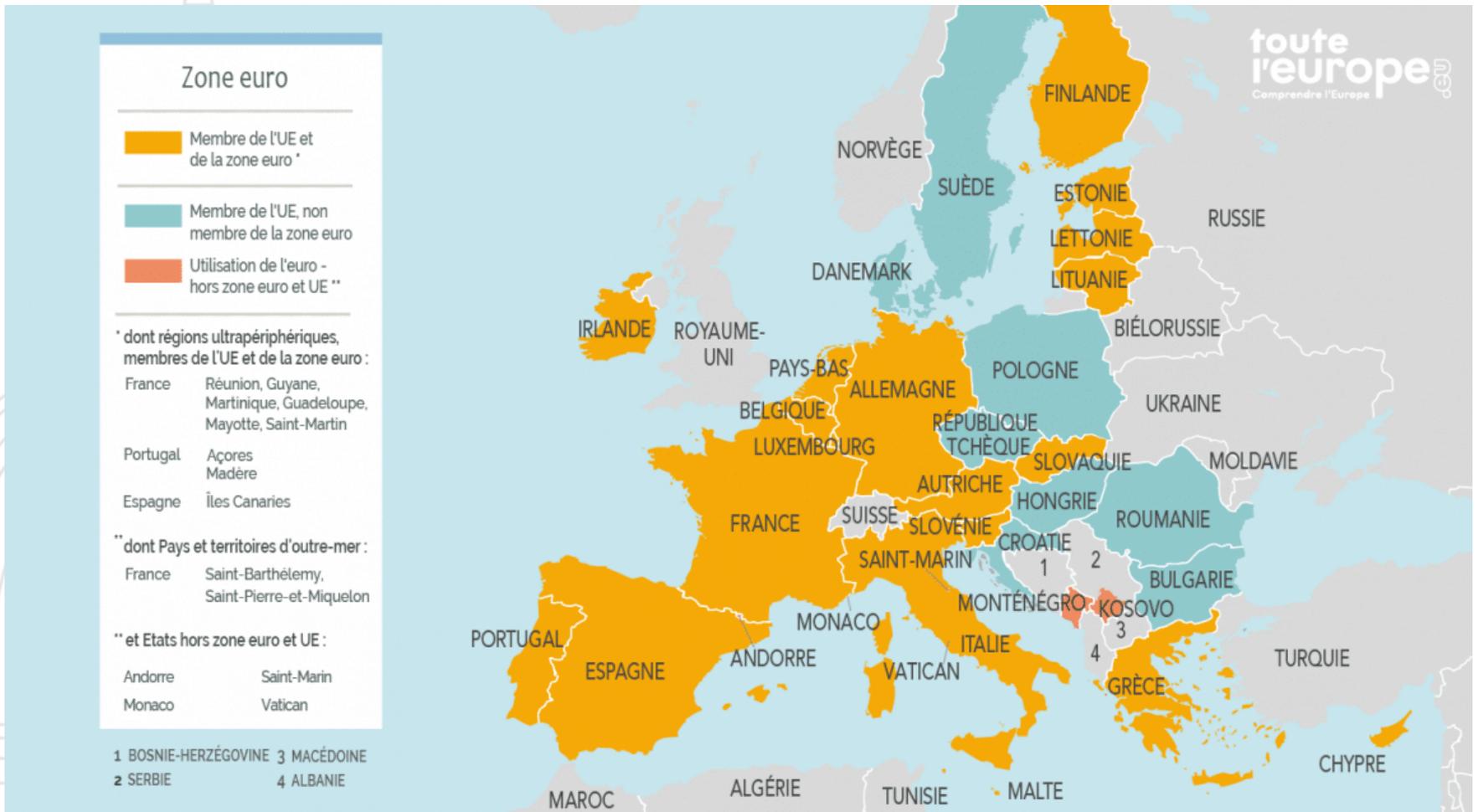
- 1957 ●
- 1973 ●
- 1981 ●
- 1986 ●
- 1995 ●
- 2004 ●
- 2007 ●
- 2013 ●
- 2020 sortie de l'UE ●



* Réunification allemande en 1990



L'union européenne est composée de 27 pays



La **zone euro** est composée de **20** pays (Croatie en 2023), qui partagent une monnaie unique. Certains Etats de l'Union européenne ont choisi de ne pas y participer (Danemark, Suède), les autres ne satisfont pas encore les critères économiques pour la rejoindre (Bulgarie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie)

LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES EN VUE DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE (UEM)



L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

1969 PLAN BARRE

1970 **RAPPORT WERNER**
sur l'union économique et monétaire

1979 **SME**
Système monétaire européen

1986 **ACTE UNIQUE EUROPÉEN**

1988 **RAPPORT DELORS**



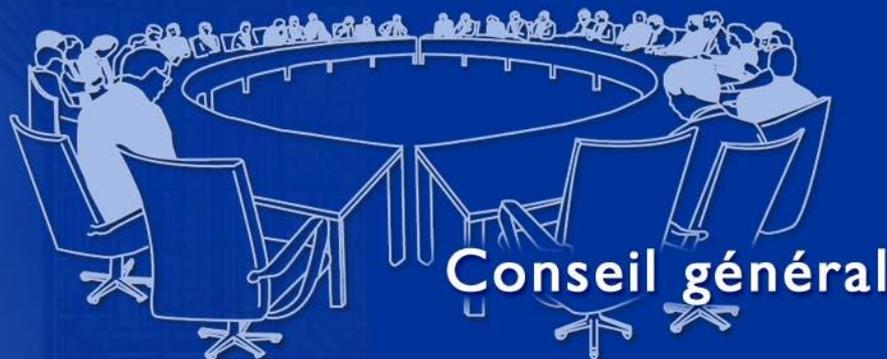
1999/2002
Introduction de **l'EURO**



Conseil des gouverneurs

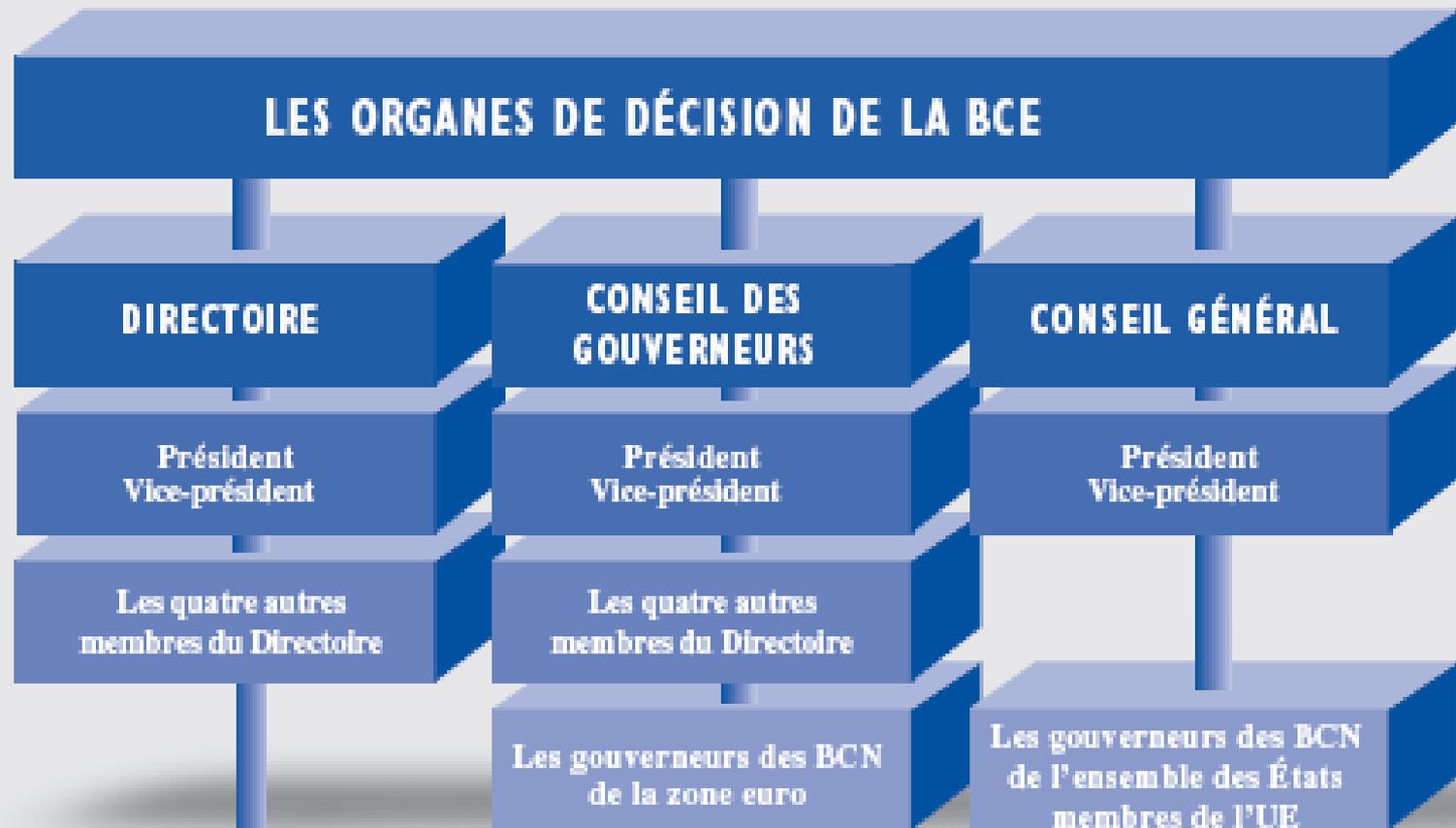


Directoire



Conseil général

Graphique 1.1 Les organes de décision de la BCE





Mise en œuvre de la
politique monétaire
de la BCE



Préparation des
réunions du Conseil
des gouverneurs



Gestion courante
de la BCE

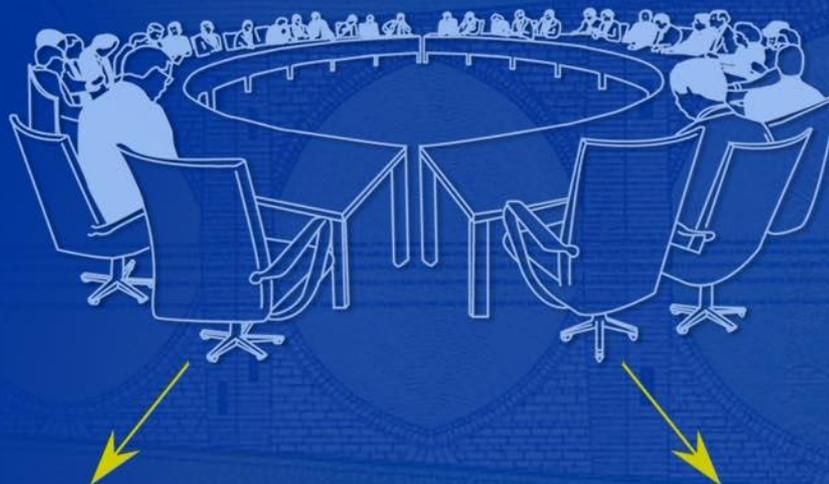


Adopte les orientations et les décisions permettant l'exécution des missions de l'Eurosystème

Formulation de la politique monétaire

Taux directeurs de la BCE

Liquidité



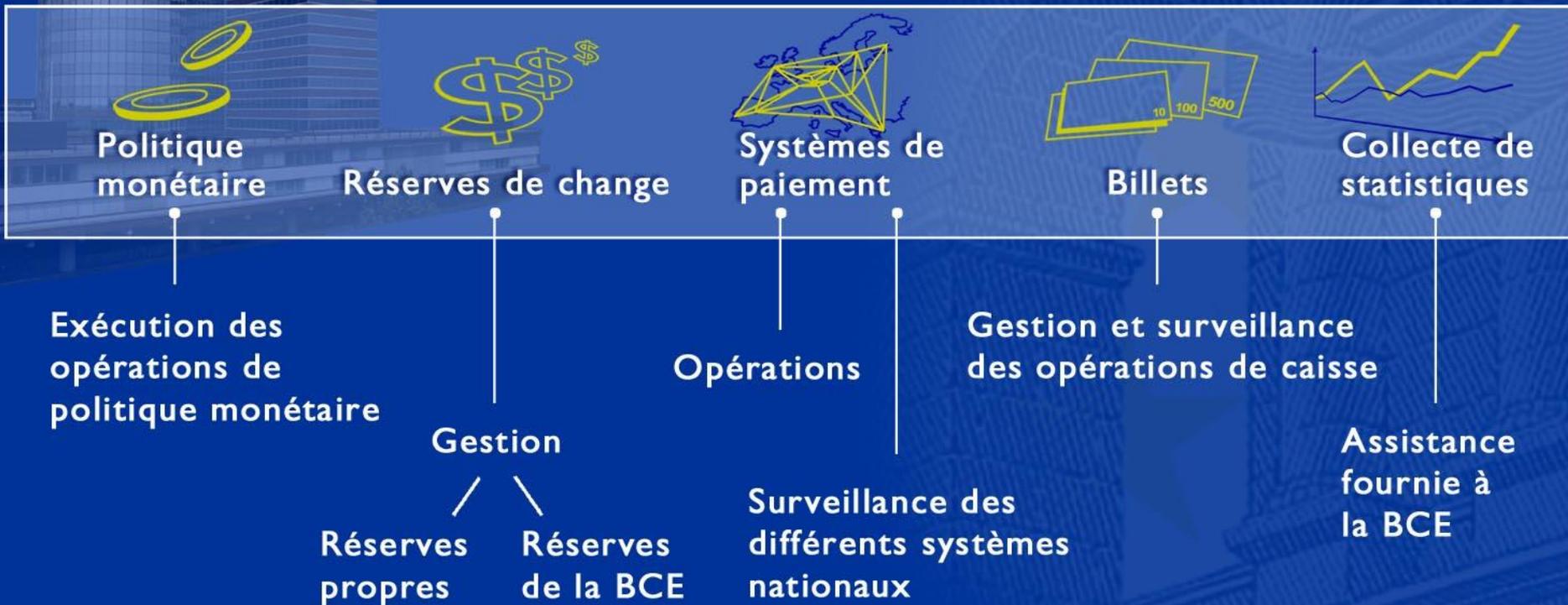
Rapports sur la convergence

Contribue :

- aux fonctions consultatives de la BCE,
- à la collecte des données statistiques,
- aux rapports d'activités de la BCE,
- à la définition des conditions d'emploi du personnel de la BCE.



Article 12.1 des statuts du SEBC : « Dans la mesure jugée possible et adéquate, ... la BCE recourt aux banques centrales nationales pour l'exécution des opérations faisant partie des missions du SEBC [de l'Eurosystème]. »





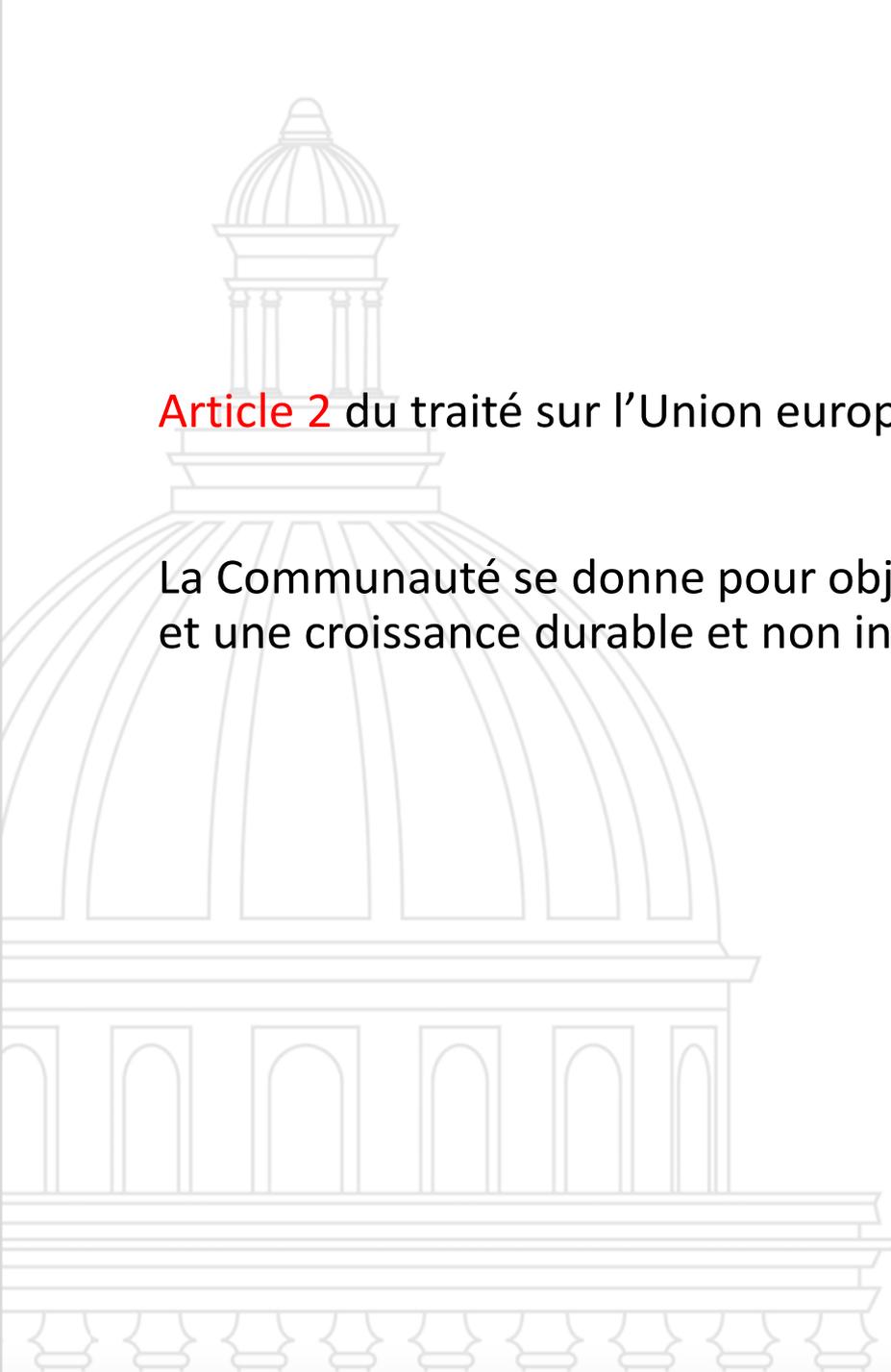
Article 105

du traité instituant la Communauté européenne :

« 1. L'objectif principal du SEBC [de l'Eurosystème] est de maintenir la stabilité des prix.

Sans préjudice de l'objectif de **stabilité des prix**, le SEBC [l'Eurosystème] apporte son soutien aux politiques économiques générales dans la Communauté, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la Communauté, tels que définis à l'article 2. »





Article 2 du traité sur l'Union européenne:

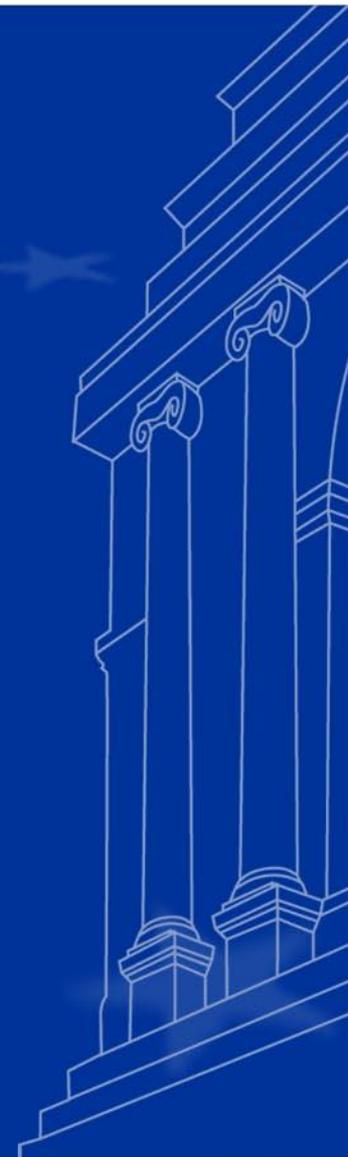
La Communauté se donne pour objectifs d'obtenir un niveau d'emploi élevé et une croissance durable et non inflationniste

LA STABILITÉ DES PRIX – DÉFINITION



« La stabilité des prix est définie comme une progression sur un an de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) inférieure à 2 % dans la zone euro. La stabilité des prix doit être maintenue à moyen terme. »

Le Conseil des gouverneurs vise à **maintenir les taux d'inflation à un niveau inférieur à 2 %, mais proche de ce chiffre, à moyen terme.**





0,99 €

1,99 €

2,99 €

1,50 €

0,50 €

La stabilité des prix contribue à :

identifier les variations des prix relatifs

une utilisation productive des ressources

maintenir la cohésion et la stabilité sociales

éviter la « prime de risque d'inflation »

la réduction des distorsions causées par les systèmes fiscaux et les régimes de sécurité sociale



Objectif principal : la stabilité des prix



Le Conseil des gouverneurs
fonde ses décisions de politique monétaire
sur une évaluation générale des risques
pesant sur la stabilité des prix



Analyse économique

Analyse des évolutions
et des chocs économiques



Analyse monétaire

Analyse des
évolutions monétaires

← recoupement →

Informations complètes



Analyse de nombreuses évolutions économiques et financières, axée sur :



l'offre

la demande

les biens, les services, les marchés des facteurs de production

en vue d'évaluer

les chocs économiques

les évolutions

les perspectives

identification des risques pour la
stabilité des prix à court et moyen terme



Analyse des évolutions monétaires et du crédit

Relation à long terme entre la monnaie et les prix intacte dans la zone euro

Identification des déséquilibres financiers et/ou des bulles spéculatives

La monnaie comme point de repère à moyen et long terme



Facilités permanentes

Facilité de dépôt

(taux d'intérêt généralement inférieur aux taux du marché)

Facilité de prêt marginal

(taux d'intérêt généralement supérieur aux taux du marché)

Opérations d'open market

Opérations principales de refinancement

(durée d'une semaine)

Opérations de refinancement à plus long terme

(durée de trois mois)

Opérations de réglage fin

Opérations structurelles

Réserves obligatoires

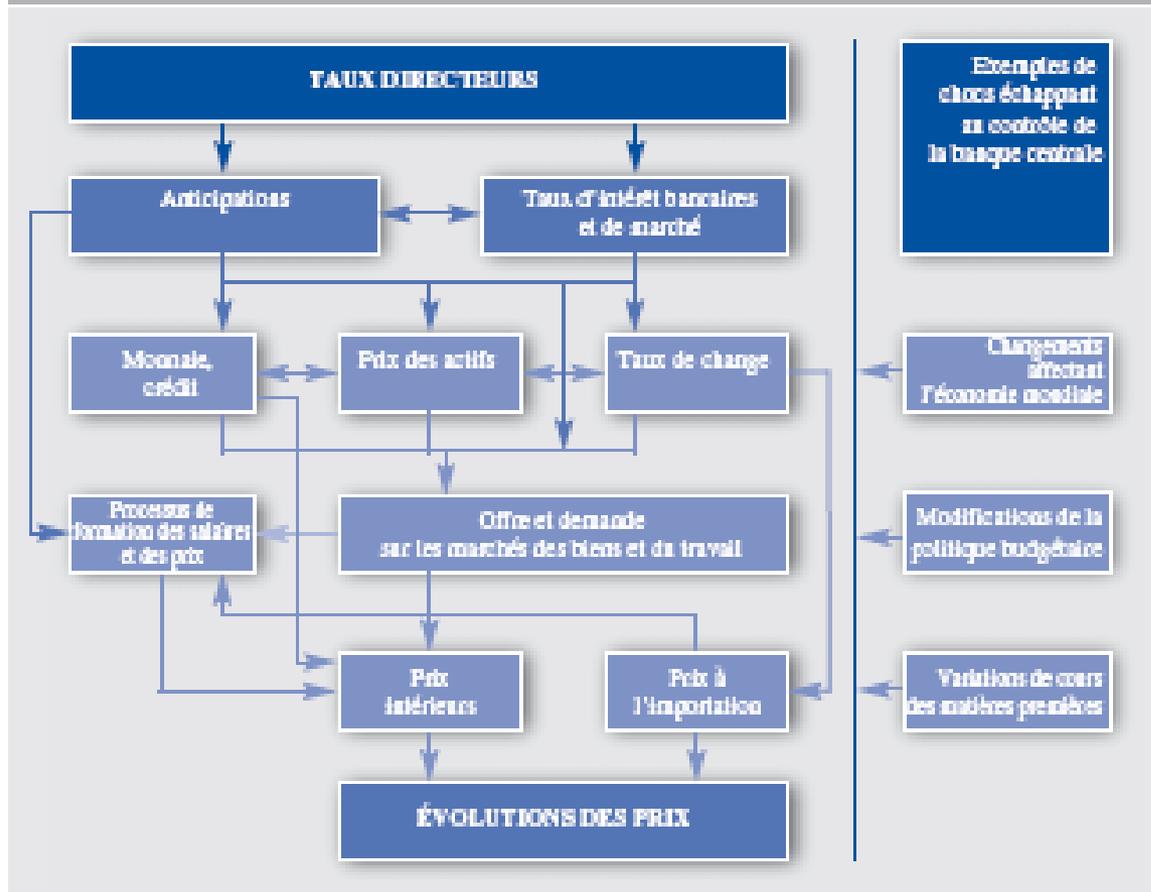
ASSIETTE DE RÉSERVES
Dépôts, titres de créance et titres du marché monétaire

TAUX DE RÉSERVES
2 % de la majorité des instruments inclus dans l'assiette de réserves

RÉMUNÉRATION
Les avoirs de réserve sont rémunérés au taux d'intérêt appliqué par l'Eurosystème aux opérations principales de refinancement



Graphique 3.1 Illustration du mécanisme de transmission des taux d'intérêt aux prix





Article 108 du traité instituant la Communauté européenne :

« Dans l'exercice des pouvoirs et dans l'accomplissement des missions et des devoirs qui leur ont été conférés par le présent traité et les statuts du SEBC [de l'Eurosystème], ...



... ni la **BCE**,

ni une **banque centrale nationale**,



ni un **membre** quelconque **de leurs organes de décision**



ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes communautaires, des gouvernements des États membres ou de tout autre organisme. »



Conférences de presse

Publications



Contrôles financiers

Auditions devant
le Parlement européen



Discours et
interviews

